

ECRIT PERIODIQUE

Autorisation de fermeture
1000 Bruxelles 1
1-1/340

Imprimé à taxe réduite

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1000 BRUXELLES 1
1/1836

BUREAU DE DEPOT
BRUXELLES I

Echos du COTA

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU COTA asbl



*Appui aux organisations
de producteurs*

N°96

Septembre 2002



Le cota appartient
au groupement IDEES

COLLECTIF D'ECHANGES POUR LA
TECHNOLOGIE APPROPRIEE asbl

issn 0773-5510

COTA asbl

ECHOS DU COTA est le trimestriel d'information du Collectif d'Echanges pour la Technologie Appropriée. Il suggère et analyse des alternatives technologiques et des savoir-faire pour susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer des débats, influencer des projets de développement.

Le COTA est une organisation non-gouvernementale de coopération au développement de service et d'éducation spécialisée dans les **technologies et les méthodologies du développement**, en particulier dans les domaines du développement participatif et de la coopération décentralisée.

Le COTA est reconnu par la Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI).

Le COTA est un outil offrant un ensemble de services d'appui technique et théorique (consultance, suivi, évaluation, etc.) à tout qui manifeste un intérêt pour le développement et les relations Nord/Sud ; une interface réflexive et évolutive qui étudie, informe et documente sur les méthodologies et les pratiques du développement.

Le COTA est membre du consortium IDEaS, d'ACODEV et du CNCD.

L'Assemblée Générale du COTA est composée de représentants d'ONG belges, d'experts indépendants ainsi que de représentants des milieux académiques belges.

L'équipe du COTA

Secrétaire Général
Colette Acheroy

Service Technique

Didier Beaufort, Stéphane Boulc'h, Guy Cloes,
Etienne Coyette, Sandra Descroix, Marc Totté

Centre de Documentation

Catherine Sluse, Frédéric Piron

Secrétariat

Rose Martinez, Zohra Achetouan

Abonnement ECHOS DU COTA

7,44 Euro
(1 an, soit 4 numéros)

Dexia

068-2127048-59

Pour le paiement à l'étranger, ne pas envoyer de chèque, mais utiliser le mandat postal international ou le virement du compte à compte (frais à votre charge).

COTA asbl

Collectif d'échanges pour le Technologie Appropriée

rue de la Révolution, 7

B-1000 Bruxelles, Belgique

Tél. 32-(0)2/218.18.96

Fax. 32-(0)2/233.14.95

Email : info@cota.be

Site Web : <http://www.cota.be>



Editorial

Désorganisation paysanne ?

Les organisations rurales sont fragilisées par la mondialisation ainsi que le libéralisme et le désengagement de l'Etat qui en découlent. L'environnement étant devenu pour elles plus instable et concurrentiel, ces organisations, contraintes de ré-inventer leurs stratégies, sont du même coup confrontées à la nécessité d'assumer diverses fonctions économiques complexes auxquelles elles ne sont pas préparées (approvisionnement et commercialisation, négociations contractuelles ou de politiques sectorielles appui et conseil à leurs membres etc.), alors que les contextes sociaux et économiques autour d'elles se dégradent.

ONG et coopérations préconisent pour la plupart d'accroître le professionnalisme de ces organisations mais leurs avis divergent sur la façon de procéder. S'agit-il de s'adapter aux contextes locaux ou d'imposer des mécanismes de fonctionnement (structuration, spécialisation, "empowerment", séparation des fonctions, etc.) ? Les pratiques de partenariat divergent également profondément et les anciennes relations privilégiées entre ONG du Nord et organisations paysannes (OP) par exemple, éclatent suite à l'émergence des nouvelles collectivités locales et à l'essor du "développement local". Comment se retrouver dans l'écheveau des nombreuses pratiques et stratégies d'appui ? Quels enseignements tirer de chacune des expériences, aussi diverses soient-elles ?

Telles sont les questions qui motivent le choix de ce vaste dossier que nous ne pourrons qu'effleurer en attendant la publication de l'ouvrage, annoncé pour le début 2003, que le COTA prépare sur le thème du désengagement de l'Etat et la décentralisation. Pour l'heure, il s'agira seulement de pointer du doigt quelques aspects de la problématique de l'appui aux OP qui nous semble parmi les plus cruciaux du moment.

Sommaire

Les nouvelles dynamiques d'organisation en milieu rural (Pierre-Marie Bosc, J. Berthomé, Bruno Losch et Marie-Rose Mercoiret)	3	Renforcer les capacités des organisations paysannes. Pour une plus grande mobilité des leaders paysans (Alex Danau)	16
Du transfert de technologies à l'expérimentation paysanne (Fatima Ribeiro, Henri Hocde, René Billaz)	7	Chronique de livres	18
Organisations paysannes du Nord et du Sud. Une vision commune à construire	14	Formations Evénements	25
		On nous informe	28
		Offres d'emploi	30

Les nouvelles dynamiques d'organisation en milieu rural*

Pierre-Marie Bosc**, J. Berthomé**, Bruno Losch** et Marie-Rose Mercoiret**

La libéralisation économique, le désengagement des Etats et les processus de démocratisations en marche en Afrique de l'Ouest depuis le début des années 90 ont fortement influencé les dynamiques d'organisation des producteurs.

L'augmentation de leurs charges et responsabilités impose aux organisations de producteurs de nouveaux choix stratégiques. Elles cherchent à développer de nouvelles formes d'organisation et tentent de renforcer leurs capacités d'action en matière d'information, de formation et en ce qui concerne les méthodes de sélection des activités. Les formes que prennent ces restructurations sont variables selon les contextes, encore transitoires et largement indéterminées. Une chose est sûre : elles n'obéissent plus à des modèles pré-établis.

LE DÉSENGAGEMENT DES ETATS

Pour le secteur agricole, les plans d'ajustement structurel impulsés par le Fonds monétaire international (Fmi) ont impli-

qué d'abord la suppression des soutiens directs à la production comme l'élimination des subventions aux intrants. Le retrait de l'Etat des fonctions économiques entraîne la privatisation des entreprises publiques dans les domaines de l'approvisionnement en intrants, de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles. L'impact de ces changements économiques est très variable selon les régions et les produits concernés.

Ainsi, au Cameroun, si la filière coton préserve son caractère intégré et parvient à mettre en œuvre des projets grâce à des financements internes, les secteurs du cacao et du café, directement confrontés au marché tant en ce qui concerne les approvisionnements en intrants que la commercialisation, opèrent des regroupements fédératifs et développent des accords allant vers la constitution d'une interprofession café-cacao. Au Bénin, les fonctions liées à la filière coton assurées par les services publics sont transférées en 1991 aux groupements villageois regroupés en Unions sous-préfectorales des producteurs qui d'elles-mêmes prendront plus tard l'initiative de constituer



Photo COTA

* Cette contribution est un extrait abrégé d'un article publié en Juillet 2002 dans le n° 285 de la Revue Internationale de l'Economie Sociale, RECMA

par Pierre-Marie Bosc**, J. Berthomé**, Bruno Losch** et Marie-Rose Mercoiret ** : "Le grand saut des organisations de producteurs agricoles africaines. De la protection sous tutelle à la mondialisation". Cet article fait suite à une communication présentée lors des Entretiens de Maraussan les 14 et 15 décembre 2001 à Maraussan (France) dans le cadre du centenaire de cette coopérative viticole.

Nous remercions la Revue Internationale d'Economie Sociale RECMA qui nous a autorisé à reprendre une partie de cet article.

* Chercheurs au Cirad-Tera, Programme Agricultures familiales et mondialisation.

** Economiste au Ciepac, Spécialisé dans l'appui aux organisations paysannes et rurales.

Les nouvelles dynamiques d'organisation en milieu rural

des Unions départementales, puis une fédération nationale. En Guinée, depuis la fin des années 80, quatre fédérations régionales ont été mises en place sur une base filière à partir d'une forte intervention de l'Etat via des projets sur financement externe. Elles se sont regroupées en 2000 au niveau national, au sein d'un Conseil national des organisations paysannes de Guinée.

LA PRIVATISATION DES FONCTIONS ÉCONOMIQUES

Bien qu'étant indissociables de la dynamique de désengagement de l'Etat, les processus de privatisation exercent des influences variables sur les Organisations de producteurs selon que le marché national est plus ou moins protégé, selon les

contrats avec les commerçants et des recours juridiques en cas de litige commercial).

Pour tenter de répondre à ces difficultés, des organisations syndicales voient le jour un peu partout comme le Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger (SexagON).

En Guinée, la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FpFD) a développé un système intensif pour la production maraîchère et commercialise ses produits à travers des contrats passés avec les commerçants. La concurrence des produits importés d'Europe l'a conduite à négocier une régulation de ces importations avec les pouvoirs locaux.

LES PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION

Il existe une liaison directe entre ouverture démocratique et dynamiques d'organisation du milieu rural.

Au Sénégal, des statuts juridiques suffisamment souples permettent dès le début des années 80, l'émergence d'associations de développement multi-sectorielles qui vont progressivement se structurer en fédérations régionales puis, au niveau national, au sein de la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS). Cette dernière jouera un rôle moteur dans le regroupement des principales organisations fédératives régionales au sein du Comité national de concertation des ruraux (CNCR) à partir de 1993.

C'est lorsque s'enclenche au Cameroun le processus de démocratisation que les fédérations de groupements producteurs commencent à voir le jour.

Même chose au Mali où en 1991, juste après la chute du régime Traoré, naît le syndicat des cotonniers et des vivriers (Sycov) qui entretient depuis des relations houleuses avec la Société cotonnière (CMDT).

Les dynamiques sont par contre plus prudentes lorsque le pouvoir public conserve une nature autoritaire comme c'est encore le cas au Burkina Faso. En Guinée cependant, alors que le processus de démocratisation tarde à voir le jour, des organisations paysannes fédératives régionales se structurèrent en mai 2000 en un Conseil national des organisations paysannes.



Photo COTA

filières administrées en cours de libéralisation ou leur articulation plus ou moins directe sur le marché mondial.

Les associations villageoises maliennes engagées dans la filière du riz bénéficient d'un certain degré de protection vis à vis des importations mais sont confrontées au marché et à ses acteurs locaux pour ce qui concerne l'approvisionnement en intrants (et le crédit) et la commercialisation. Beaucoup se trouvent en situation difficile vis-à-vis des banques ; le manque de règles et de recours juridiques rend difficile leur émergence en tant qu'acteurs économiques à part entière malgré la mise en place de Centres de prestation de services (renforcement des capacités en gestion, amélioration des

DES FORMES D'ORGANISATIONS HYBRIDES

Le désengagement de l'Etat a homogénéisé le contexte dans lequel évoluent les organisations en le rendant à la fois plus difficile pour les producteurs et plus ouvert aux initiatives de leurs organisations : il a facilité l'autonomisation d'organisations jusque là sous tutelle et favorisé le rapprochement entre des types d'organisations différentes, de même que la prise de conscience de l'existence d'intérêts communs au niveau d'une région, d'un pays voire d'une sous-région ou d'un continent.

Dans leurs formes actuelles, les fonctions qu'elles assurent et le rôle qu'elles jouent en matière de développement agricole et rural, n'obéissent plus à des modèles pré-établis comme ce fut le cas dans les années avec la promotion du modèle coopératif sous une forte tutelle administrative et politique.

Les organisations apparaissent comme des formes d'organisations hybrides qui produisent des biens de natures diverses. Elles font clairement partie du secteur privé, mais développent de multiples fonctions qui ne sont pas toutes orientées vers la recherche du profit. A côté de fonctions économiques, dont certaines peuvent être lucratives, elles assurent des fonctions de représentation et de défense des intérêts, ainsi que des fonctions sociales et des fonctions de coordination. Ces fonctions se traduisent par la production de biens de natures différentes depuis des biens privés utilisés individuellement par leurs adhérents dans le cadre de leurs activités de production, des biens collectifs pour l'organisation ou pour l'ensemble des membres de l'organisation jusqu'à des biens qui ont les caractéristiques de biens publics notamment en matière d'alphabétisation, de formation, d'amélioration des pratiques culturelles pour une durabilité des systèmes de production ou de services sociaux.

LES FONCTIONS ASSUMÉES ET LEURS RELATIONS AVEC LES AUTRES ACTEURS ÉVOLUENT EN FONCTION DES CHANGEMENTS DU CONTEXTE

Les formes d'organisation actuelles sont des formes transitoires : il ne semble pas exister de déterminisme ou de règle qui permette de définir a priori les évolutions possibles ou les choix les plus pertinents en matière d'organisation. C'est de l'interaction avec son environnement et des choix effectués en fonction des évolutions de cet environnement que résultent les champs d'investissement d'une organisation donnée dans un contexte donné. Telle organisation peut

être amenée à remplir de multiples fonctions afin de répondre aux défaillances d'autres acteurs dans d'autres secteurs que le secteur agricole. C'est souvent le cas des services sociaux par exemple, en l'absence d'autres structures spécialisées.

LE SOUCI DE PARTICIPER AUX DÉBATS DE POLITIQUE AGRICOLE

La dernière décennie a vu l'émergence massive de mouvements fédératifs aux échelons régionaux et nationaux avec comme perspective la défense des intérêts des producteurs et la prise de parole dans les débats de politique agricole et rurale. Le CNCR au Sénégal en est une parfaite illustration tout comme les mouvements fédératifs plus récents qui se mettent en place au Burkina Faso et au Cameroun. A l'échelon ouest africain, à travers le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (Roppa), des synergies tendent à se développer qui se focalisent d'une part sur la question de la participation des organisations paysannes aux discussions en matière de politiques agricoles et d'autre part sur la mise en commun de moyens pour le renforcement des capacités des organisations.

Ces dynamiques fédératives se retrouvent dans les deux mouvements internationaux qui regroupent les organisations de niveau national : la Fédération Internationale des Producteurs agricoles (FIPA) et Via Campesina. Ceux-ci se partagent la représentation et la prise de parole des organisations paysannes à l'échelle intercontinentale.




Photo COTA

Des initiatives collectives telles que le Réseau APM (Agriculture Paysanne et Modernisation) permettent de fédérer des réflexions de responsables d'organisations, de chercheurs et de praticiens de l'appui aux organisations en vue de faire émerger des services aux organisations contrôlés par ces dernières. Une initiative récente de ce réseau concerne la mise en œuvre d'un cycle de formation par alternance pour de jeunes responsables paysans africains. Le but de cette Université paysanne africaine (Upafa) est d'éclairer les mécanismes de changement économique, politique et institutionnel à l'œuvre dans le secteur agricole et d'engager une réflexion stratégique au sein des organisations afin de les

amener à définir leurs propres positionnement et projet stratégique.


Bien qu'opérant aux différents niveaux de structuration depuis le niveau local jusqu'au niveau international ; les organisations paysannes et rurales restent ancrées au niveau local, là où se situent les demandes de leurs adhérents. C'est ainsi qu'elles construisent leur légitimité. C'est à ce niveau que peuvent se développer de nouvelles visions du politique à travers les formes de gestion qui sont mises en œuvre. Elles participent ainsi à la construction de liens entre les champs de l'économique et du social d'une part et du politique d'autre part et ce aux différents échelons.




Le site des références documentaires sur la problématique du développement et les relations Nord-Sud

www.sudoc.be


- Six centres de documentation ONG mettent en ligne leurs catalogues et vous les offrent en consultation.
- Coopération internationale, relations Nord-Sud, économie, politique, social, droits de l'homme, culture, sociétés, technologies et méthodologies du développement...
- Trouvez en quelques clics les références que vous cherchez à partir de mots clés, de noms d'auteurs ou de publications, de zones géographiques ou de pays...
- Un documentaliste se tient à votre disposition dans chaque centre pour vous aider dans vos recherches.




CNCD




Réseaux de Paix




COTA



CETRI



GRESEA



SEDIF
SEOP

Du transfert de technologies à l'expérimentation paysanne

Fatima Ribeiro *, Henri Hocde **, René Billaz ***

Le développement des recherches sur les systèmes de production, l'émergence des recherches en milieu réel et des paysans expérimentateurs, facilitent l'apparition de technologies mieux adaptées aux contextes de leurs exploitations que celles proposées auparavant par les stations expérimentales. Elles sont mises en œuvre par des producteurs mieux préparés, plus exigeants et mieux reconnus dans les dispositifs institutionnels.

A partir de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel, les services de vulgarisation ont eu de plus en plus de difficultés à assurer une présence continue auprès des paysans. Ils n'étaient dès lors plus à même de répercuter auprès des instituts de recherche des informations fiables et pertinentes sur les points critiques de l'adoption des technologies. La Recherche a été amenée à mettre en place, en milieu réel, des "vitrines" d'offre technique, créer des programmes destinés à comprendre le fonctionnement des exploitations et des terroirs (les recherches "systèmes") et entreprendre des travaux sur des thèmes jusqu'alors conduits en milieu contrôlé (en station).



Photo COTA

LES "VITRINES" DE LA RECHERCHE EN MILIEU RÉEL

En 1974, avec les Unités expérimentales du Sine Saloum (Sénégal), le Centre de Recherches Agronomiques de Bambey a initié une démarche qui aujourd'hui est encore adoptée par de nombreuses institutions de recherche en Afrique ou en Amérique latine.

La démarche partait d'une vision selon laquelle la vulgarisation ne devait pas seulement transmettre aux producteurs les technologies élaborées par la recherche ; elle devait recueillir aussi des informations expliquant l'adoption ou le rejet de ces technologies. Cela supposait une collaboration étroite entre chercheurs, vulgarisateurs et producteurs. Encore fallait-il que les responsables des services publics concernés soient de bonne volonté et surtout que soient identifiés au sein des villages des interlocuteurs motivés et fiables convaincus de l'intérêt des propositions techniques qui leurs étaient faites.

En proposant une technologie a priori aussi simple qu'une nouvelle variété (ou une nouvelle race de bétail) le chercheur soupçonnait rarement la diversité des problèmes que posait à l'agriculteur son éventuelle adoption. Au préalable, il faut décider des nouvelles dates de semis et de récolte (quelles conséquences sur les autres cultures ?), du niveau de fertilisation (quel coût supplémentaire ?), des conditions d'entretien (plus de temps ou d'intrants pour désherber ou traiter ?). S'il s'agissait de technologies induisant des transformations profondes du système de production (de nouvelles spéculations,

* I. Agrônomo, IAPAR . PONTA GROSSA (PR) Brésil ribeiro@cirad.fr .
Coordinatrice du réseau DMC : <http://cirad.fr/agroecologie/dmc>.

** Agronome, CIRAD-TERA. MONTPELLIER France henri.hocde@cirad.fr.

*** Agronome ; 186 chemin des Fesquets 34820 ASSAS France
rene.billaz@wanadoo.fr.

Du transfert de technologies à l'expérimentation paysanne

des modalités différentes de conduite des troupeaux...), quels paramètres seront pertinents pour les évaluer ? Quelles observations, quels enregistrements faudra-t-il réaliser ? En installant sa "vitrine", le chercheur sait-il qu'il devra pouvoir répondre à ces questions ? Sait-il comment recueillir les bonnes informations ?

Trop souvent, soit le chercheur considérait que ces questions étaient seulement du ressort des vulgarisateurs soit, il manquait de connaissances sur le fonctionnement des systèmes de production. Le haut degré de spécialisation des chercheurs ne facilitait pas non plus le dialogue avec les paysans.

LES RECHERCHES "SYSTÈMES"

C'est pour compenser les conséquences de "l'émiettement" des spécialisations qu'ont vu progressivement le jour, surtout à partir des années 80, les programmes de recherche "systèmes". Leur objectif était d'abord de décrire les structures, ensuite de comprendre le fonctionnement des exploitations et des terroirs et communautés rurales.

Ces programmes ont accumulé des connaissances importantes sur le monde rural. Alors que les bailleurs de fonds nationaux et internationaux se préoccupaient de plus en plus des paysanneries pauvres, les résultats obtenus par ces programmes ont contribué à prendre en compte la nécessité de leur apporter des solutions spécifiques.

Malheureusement, les connaissances accumulées par les programmes systèmes semblent généralement avoir mal été valorisées par les chercheurs "thématiques", qui n'ont sans doute pas eu suffisamment conscience des limites des connaissances acquises à partir des travaux conduits en stations quand il s'agissait de les appliquer aux paysanneries marginales.

LES "DONNÉES MANQUANTES" DE L'EXPÉRIMENTATION EN STATION

Les conditions d'expérimentations en station sont en effet très éloignées des conditions de production des paysanneries marginales : le milieu physique et les moyens de travail (disponibilité d'équipement, de temps de travail, d'intrants) sont différents. La plupart du temps, les travaux conduits en station omettaient implicitement :

- la variabilité des conditions de sol ;
- les contextes de pression biologique (adventices, ravageurs, maladies) ;
- les critères de qualité des producteurs vis-à-vis des variétés ou espèces introduites ;
- la diversité des ressources financières et matérielles (fumier, compost...) disponibles pour la gestion de la fertilité organique et minérale ;
- la place des activités recommandées dans le calendrier des activités (agricoles ou non), ainsi que la pénibilité des travaux ;
- la diversité des conditions d'accès aux intrants et aux marchés ;
- les résultats économiques qui en résultent.

Les chercheurs des programmes "systèmes" auraient-ils disposé de questions précises sur ces points qu'ils n'auraient pas forcément su y apporter des réponses satisfaisantes. Il aurait fallu mettre en place des protocoles spécifiques d'expérimentation



Photo COTA

et d'enquête qui dépassaient leurs moyens ou leur expertise. D'où la nécessité d'acquérir une partie des connaissances dont ils ont besoin pour mettre au point des technologies adaptées au monde paysan dans les conditions réelles de production. L'expérimentation en milieu paysan (EMP) a vu le jour sous des formes diverses.

L'EXPÉRIMENTATION EN MILIEU PAYSAN

Elle diffère profondément des essais multi-locaux mis en œuvre couramment par certains programmes thématiques (comportements variétaux, réponses à l'engrais, traitements phytosanitaires). Ces derniers se limitent à l'étude de la variabilité des réponses dans des conditions agro-écologiques diverses, en mettant en place des protocoles expérimentaux standardisés dans des parcelles louées aux producteurs, lesquels ne sont nullement associés au choix des objectifs et encore moins à l'interprétation des résultats.

L'EMP (en anglais OFR : On Farm Research) est "un processus d'expérimentation participatif qui se déroule dans les conditions de la pratique paysanne. Elle a pour objectif d'évaluer les effets techniques, économiques et sociaux provoqués par l'introduction d'améliorations des modes et conditions d'exploitation agricole du milieu. Les effets observés concernent le fonctionnement des écosystèmes cultivés et des unités de production". Le choix des objectifs, des thèmes, des dispositifs d'enquêtes et d'expérimentation, de leur pérennité, des conditions pratiques de réalisation et de suivi, du traitement de données, de la restitution est ainsi fait entre tous les partenaires concernés.

Elle reste toutefois, dans bien des cas, le parent pauvre de la recherche agronomique formelle. Il est vrai qu'elle pose des problèmes méthodologiques difficiles, et que sa mise en œuvre laisse souvent à désirer ¹.

(1) Triomphe B. et Hocdé H, "L'expérimentation en milieu paysan" dans "Memento de l'Agronome", MAE, Paris France, (à paraître).

Dès lors que la présence des chercheurs est fréquemment requise aux différentes étapes du processus (approvisionnement, mise en place des essais, conduite des observations, mesures et enregistrements, etc.), l'EMP se heurte à de sérieuses difficultés logistiques. La capacité des producteurs à prendre en charge eux-mêmes des tâches qui étaient a priori dévolues aux chercheurs et aux techniciens prend une importance cruciale. L'EMP apparaît ainsi comme une démarche très volontariste de la part de certains chercheurs et techniciens, dont l'efficacité dépend d'une part de politiques institutionnelles vigoureuses et exigeantes et d'autre part de la capacité

des paysans à être de véritables partenaires tout au long du processus expérimental. C'est ce constat qui est à l'origine de l'apparition des paysans expérimentateurs.

LES PAYSANS EXPÉRIMENTATEURS

Au cours de la dernière décennie, de multiples travaux ont été conduits en référence à cette démarche. Le tableau 1 rend compte des principales approches répertoriées².

TABEAU 1 : PRINCIPAUX COURANTS ET APPROCHES CENTRÉS SUR LES AGRICULTEURS-EXPÉRIMENTATEURS

Approches	Institutions	Caractéristiques principales	Terrains privilégiés
PPB <i>participatory plant breeding</i>	Réseau CGIAR	Généticiens et améliorateurs s'alliant avec les paysans pour la sélection variétale et l'amélioration génétique	Un peu partout
FFS <i>Farmer Field School</i>	FAO	Renforcement des capacités d'observation, de compréhension et de recherche des agriculteurs à partir de leur formation à la lutte phytosanitaire intégrée	Asie du Sud-Est
PTD <i>Participatory Development Technology</i>	ETC Pays-Bas	Intervention centrée sur les communautés des zones marginales où des facilitateurs externes aident les agriculteurs à développer des alternatives agro-écologiques à faibles niveaux d'intrants externes	Afrique, Asie et Amérique latine
"Producteur à Producteur"	Divers	Promoteurs paysans qui suscitent par l'exemple l'innovation technologique et souvent organisationnelle. En règle générale appuyée par des ONG's.	Méso-Amérique, Brésil
Modèle Agriculteur Expérimentateur	Coopératives agricoles, CGIAR	Renforcement des capacités d'innovation technologique de groupes de paysans en recherchant une interaction et une intégration étroites entre les différents acteurs.	Amérique latine, Europe (CETA, GDA, CIVAM.)

LES AGRICULTEURS-EXPÉRIMENTATEURS OU PROMOTEURS PAYSANS EN AMÉRIQUE CENTRALE

Un Agriculteur-expérimentateur (A/E) est un(e) paysan(ne) qui décide d'expérimenter une innovation : s'étant fait une idée sur la cause d'un problème concret qui affecte ses cultures ou ses animaux, il conçoit un dispositif pour trouver des solutions et vérifier si son idée est valable. Il s'agit bien d'un processus formel d'observation et d'expérimentation, même si la façon empirique de le conduire masque parfois cette formalisation.

Ces paysans n'ont pas été recensés mais ils seraient plusieurs centaines, sinon plusieurs milliers en Amérique centrale et leur nombre ne cesserait pas d'augmenter. Ils expérimentent dans des domaines très variés, liés à la conduite de leurs exploitations.

C'est dans le domaine des cultures vivrières que leurs essais ont été les plus nombreux. Ils y évaluaient des variétés, la place de celles-ci dans les systèmes de culture, la fertilisation organique, le contrôle des maladies et ravageurs, la conduite des cultures sur *mulch* de plantes de couverture. Dans d'autres domaines, ils se sont préoccupés de la diversification des cultures et des ressources fourragères, de contrôle biologique des ravageurs des cultures maraîchères, de la fabrication à partir de ressources locales d'aliments concentrés pour les volailles domestiques, de la fabrication de compost, etc.

ORIGINES ET MÉTHODES DES ÉQUIPES D'A/E

L'émergence de ces nouveaux acteurs est d'abord l'œuvre d'ONG auxquelles se sont joints quelques services publics de recherche et de vulgarisation. Semblables initiatives se retrouvent en Afrique et en Asie mais surtout en Amérique centrale où, à la suite du programme "*campesino a campesino*", le PRIAG, projet de coopération entre l'Union Européenne et les six pays de l'isthme centro-américain (1991-1999), a joué un rôle déterminant (quoique non exclusif).

Ce projet visait le renforcement des systèmes de recherche et de vulgarisation concernant les cultures vivrières. D'emblée, il a fallu pallier les insuffisances des travaux préexistants d'expérimentation en milieu paysan (EMP). Les A/E ont été dotés de compétences pour analyser leurs problèmes, conduire leurs propres essais, analyser les données, transmettre et diffuser leurs résultats. La création de ces équipes a suivi des modalités diverses selon les contextes institutionnels.

Dans le cadre des services publics, les activités se sont déroulées en trois phases :

- l'identification et le repérage des A/E, accompagnée de la mise en commun des expériences ;

(2) Ibid.

Du transfert de technologies à l'expérimentation paysanne

- leur organisation³ et leur reconnaissance en tant qu'acteurs à part entière des processus de recherche et de vulgarisation locaux (programmation concertée des expérimentations et planification détaillée des essais, de leur conception à leur interprétation) et en tant que bénéficiaires directs du projet PRIAG ;
- leur "sevrage" vis-à-vis du Projet qui s'est retiré progressivement, en escomptant la reprise des schémas d'intervention par les équipes locales ou nationales.

Quand, en 1993, la direction du PRIAG proposa ce programme, seules sept des onze équipes publiques de terrain d'EMP se portèrent volontaires, dans cinq des six pays. En 1998, quatre d'entre elles étaient encore en activité dans trois pays. Motivation et appui institutionnel ont donc fait défaut à la majorité des équipes initiales d'EMP.

Les quatre équipes actives, encore présentes fin 1996 se sont orientées vers de nouvelles voies, dont la diversité témoigne de l'importance du contexte institutionnel mais aussi de la pugnacité des A/E à poursuivre leurs travaux et à se faire reconnaître. A travers des avatars divers, trois d'entre elles ont pu maintenir un niveau satisfaisant d'activités et, fréquemment, voir croître les effectifs d'A/E.

Dans le cadre des ONG, le PRIAG se trouvait d'emblée face à des partenaires motivés, demandeurs d'apports méthodologiques dans un premier temps et financiers ensuite. Le cas de l'UNICAM au Nicaragua est à cet égard très révélateur.

Dans le cadre d'organisations de producteurs, les apports des A/E ont pu être rapidement reconnus et soutenus par des dispositions institutionnelles décidées par elles. Cela a été par exemple le cas dans la région Huetar Norte au Costa-Rica, avec la mise en place d'un mécanisme permanent, légalement constitué, d'appui à l'expérimentation paysanne gérée par les organisations paysannes de la région.

ELÉMENTS DE LA RÉUSSITE

A l'issue des dix ans d'activités, on peut identifier plusieurs facteurs ayant contribué significativement à leurs réussites :

- **L'échange de témoignages entre A/E** (la formule la plus connue est la visite d'A/E). Il s'agit d'échanges organisés et structurés, s'insérant dans une stratégie d'ensemble, les participants définissant au préalable les activités des trois phases de l'échange (avant, pendant et après les visites). Il existe ainsi diverses formes d'échanges. Les "témoignages d'A/E" organisés par le PRIAG, s'appuyaient sur l'écrit et l'audiovisuel, le PRIAG se chargeant de les recueillir, puis de les publier et de les diffuser. Leur diffusion, sous forme de vidéo cassettes, a connu un succès considérable auprès des intéressés.
- **L'implication d'autres acteurs : radios et écoles.** Dans deux pays (Guatemala et Panama), les A/E bien épaulés par les

techniciens ont diffusé leurs expériences, parfois enregistrées par eux-mêmes, à travers des radios locales, ce qui a eu un impact notable. Dans ces mêmes pays, ils sont intervenus auprès des parents d'élèves et des enseignants des écoles rurales pour mettre en place des essais dans la parcelle de l'école⁴, et contribuer à la préparation des cours concernant l'agriculture et l'environnement.

- **L'interaction avec les chercheurs.** Certaines équipes d'EMP ont organisé avec succès des échanges entre chercheurs et A/E sur des thèmes ponctuels. C'est notamment le cas du MIP-[dugue1]CATIE au Nicaragua⁵ d'un autre programme au Guatemala sur l'agronomie du sorgho ou du maïs à Baja Verapaz où des chercheurs de l'ICTA ont été conduits à modifier leurs protocoles pour prendre en compte les informa-



Photo COTA

tions issues des A/E.

- **La souplesse des interventions du PRIAG**, tant au niveau des méthodes (aucune méthodologie précise ou fermée n'a été imposée) que des choix techniques (l'angle d'attaque technique correspond à la demande des agriculteurs et non pas au mandat ou aux orientations pré définies du projet).

(3) Les techniciens ont apporté un appui aux paysans qui souhaitent former des groupes d'A/E. Ils sont soit indépendants (CEC - Centre expérimental paysan, CIAL - Centre de recherche agricole local, CPEC - Collectifs de promoteurs expérimentateurs communautaires), soit insérés au sein d'associations de producteurs (CTE - Comité technique d'expérimentation). Ces structures rassemblent 4 à 15 agriculteurs. Leurs membres sont volontaires. Elles sont organisées formellement (président, trésorier, secrétaire, membre) sans pour autant bénéficier obligatoirement d'une personnalité juridique.

(4) Souvent l'école doit fournir l'alimentation aux élèves; pour cela, elle dispose d'un terrain de culture.

(5) Programme "Manejo Integral de Plagas" du CATIE Centro agronomico tropical de investigación y de enseñanza. Initié par l'Université agraire du Nicaragua, il concernait le contrôle biologique d'un parasite du chou avec les A/E de UNICAM.

LES CONTRAINTES

De prime abord, les réactions des chercheurs et techniciens ont rarement été positives car :

- l'absence de ressources dont disposent les paysans oblige à innover en situation de précarité ;
- les chercheurs ont eu beaucoup de mal à établir des diagnostics des systèmes de production, évaluer *ex-ante* les options techniques proposées, imaginer des dispositifs expérimentaux adéquats, extraire l'information maximale des essais paysans⁶ ;
- les agriculteurs reconnaissent le besoin de s'organiser pour expérimenter, mais se heurtent à des contraintes matérielles et logistiques ;
- les vulgarisateurs ont eu du mal à s'adapter aux exigences méthodologiques de l'expérimentation ou à s'abstraire de certains *a priori* techniques ;
- les institutions ont eu beaucoup de mal à abandonner des cadres méthodologiques pré-établis pour s'adapter en permanence à la diversité des demandes paysannes⁷. Cette réticence explique en grande partie qu'à la fin du projet, les institutions nationales aient peu repris à leur compte les activités d'appui. L'appropriation des méthodes relève dès lors de la capacité de constituer de véritables équipes de travail. La question des méthodes s'avère donc moins importante que celle de la capacité à construire des équipes d'appui stables, bâties autour d'un axe de travail reconnu prioritaire: l'expérimentation paysanne et l'innovation locale.

PERSPECTIVES

Les expériences appuyées par des ONG se maintiennent et étoffent leur intervention en fonction de leur capacité de gestion et de captation de fonds extérieurs. Celles qui se sont créées au sein du Secteur Public (notamment avec le PRIAG) connaissent un sort différencié, lié au dynamisme des O.P et à l'initiative des techniciens et des chercheurs. Cette diffusion d'allure anarchique manifeste en même temps une réelle vitalité. Il importe alors de leur donner les possibilités de renforcer leurs liens, en échangeant leurs résultats et leurs méthodes. L'expérimentation paysanne peut être une nouvelle façon de concevoir l'articulation des agriculteurs avec les chercheurs. Elle apporte sa contribution significative aux expériences récentes dans les pays en voie de développement de contractualisation de la recherche par les organisations paysannes⁸.

UN CAS D'ÉCOLE : LES A/E AU PARANÁ (BRÉSIL)

L'IAPAR - *Instituto Agrônomo do Paraná* - est l'organisme responsable de la recherche agronomique au niveau de l'État du Paraná. Il possède une structure de type matricielle, organisée en départements techniques (où sont affectés les chercheurs) et des programmes de recherche (où sont assignés les projets). Les programmes de recherche sont organisés par produit (haricot, maïs, café, etc..) et par discipline scientifique (production animale, multiplication des végétaux, sols et eaux, etc..). Ils sont complétés par un programme systèmes de production (PSP). Le rôle du PSP est de promouvoir une meilleure articulation entre l'IAPAR et les autres acteurs comme la vul-

garisation, les autorités locales, les organisations de producteurs (OP), le secteur privé, etc. à travers l'identification des demandes et la réalisation d'expérimentations dans les communautés rurales, en collaboration avec les agriculteurs.

Le PSP a été créé en 1985, à partir de la nécessité d'une démarche holistique de la recherche, principalement quand il s'agit d'agriculteurs ne disposant que de peu de moyens matériels, avec des systèmes de production complexes et des objectifs multiples. Il opta initialement pour l'approche système comme outil d'identification des différents groupes d'agriculteurs, leurs ressources, leurs objectifs et leurs besoins, sur la base d'outils méthodologiques constitués de diagnostics suivis par la mise en place d'expérimentations d'essais dits de "validation", dont les thèmes étaient issus des connaissances acquises dans les stations expérimentales. Depuis ces essais de validation jusqu'aux travaux conduits en collaboration avec des A/E, le PSP a expérimenté divers progrès méthodologiques, que l'on illustre ci-dessous avec le cas du semis direct chez les petits producteurs.

LA PETITE PROPRIÉTÉ COMME PRIORITÉ DU GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT

A partir du début des années 80, le gouvernement de l'État du Paraná a fixé comme l'une de ses priorités le développement d'équipements de traction animale. Durant cette période, le département de génie rural de l'IAPAR mit au point un prototype de semoir en traction animale pour le semis direct, baptisée la "corneille bleue" (*gralha azul*). Le semis direct⁹ (SD) était déjà utilisé par les grands et les moyens agriculteurs disposant d'engins motorisés adaptés aux travaux sur des parcelles relativement planes de grandes dimensions, mais il n'existait aucun équipement pour les conditions de la petite agriculture (petites parcelles sur des pentes accentuées). En 1985, le prototype était déjà disponible.

Durant la même période, l'équipe du PSP commençait un projet au centre de l'État intitulé "développement intégral d'unités de production dans la région d'Irati". Après une étape de typification et de diagnostics, le SD fut proposé comme technologie porteuse de bénéfices divers pour les systèmes de production. A cette même époque, des contacts furent établis avec des fabricants locaux de matériel agricole pour qu'ils réalisent le semoir prototype. Pendant trois ans, la technologie du SD passa ainsi à travers un processus de validation chez quatre agriculteurs, chiffre qui passa ultérieurement à 30, en association avec la vulgarisation rurale.

(6) de Zeeuw H., "Investigación tecnológica local y agricultores-experimentadores: un balance. Misión de asistencia técnica al Priag", Diciembre 1999.(

7) ETC, IDEAS, "Manual para la aplicación del Metodología DPT. Proyecto: Ensayando Desarrollo Participativo de Tecnologías en Peru y Bolivia", Documento de trabajo, Septiembre 1997.

(8) Zoundi J., Collion MH y Hódé H, "Asociación entre las organizaciones de productores y la investigación y extensión. Taller sobre el fortalecimiento de las capacidades de las organizaciones de productores", Washington, Banco Mundial, 28-30 de junio 1999; CIRAD, "Renforcer la collaboration entre la recherche, la vulgarisation et les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Initiative CORAF. Synthèse et propositions. Atelier de Dakar 27-29 janvier 1999" ; World Bank, "Documentos del taller "Fortalecimiento de las capacidades de las organizaciones de productores", Washington, 28-30 June 1999.

(9) Billaz R. et alii, "Savanas : la gestion durable des savanes péri amazoniennes" (CD ROM interactif) CIRAD Montpellier, France, UEL Londrina et PROCITROPICOS Brasília (Brésil), 2002.

LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS

Il y a eu des avancées considérables dans la participation des agriculteurs. Au début des travaux, elle se limitait à la mise en place et à la conduite des expérimentations, le chercheur restant responsable du choix des thèmes, des dispositifs et de l'analyse. Cette forme de participation, vue comme "consultative", laissait très peu de possibilités à l'agriculteur pour introduire des innovations et surtout prendre connaissance des différentes options possibles. Il faut pourtant reconnaître que, pendant cette période, s'est amorcée l'adoption à grande échelle du SD en traction animale : la superficie cultivée selon cette technique est en effet passée de 2.500 à près de 8.000 has en cinq ans (1995 à 2000). Bien qu'elles n'aient pas accédé au stade de participation "relative", ces expériences de validation ont joué un rôle important d'apprentissage pour les agriculteurs, les chercheurs et les vulgarisateurs.

Avec l'adoption accrue du SD par les agriculteurs, différents ateliers locaux ont commencé à produire des équipements de traction animale, comme les semoirs, les pulvérisateurs, les landaises. Il devenait nécessaire d'évaluer les différentes options en fonction de critères techniques et de l'avis des agriculteurs. Basée sur la méthodologie du Centre International d'Agriculture Tropicale (CIAT), l'équipe du PSP entreprit l'évaluation des semoirs de SD en traction animale avec la méthode dite du "matrix ranking", qui permet d'identifier les critères de succès les plus significatifs des agriculteurs, et leur évaluation à partir d'indicateurs qualitatifs. Ces évaluations étaient combinées avec des mesures techniques effectuées dans le cadre d'essais contrôlés.

La leçon qui en a été retirée est que les connaissances des agriculteurs et des techniciens sont complémentaires et également nécessaires. Il est faux de considérer que l'expérience des premiers est suffisante, autant que de croire (ce qui a été le cas longtemps) que le savoir des seconds l'est également.

LA RECHERCHE AVEC LES A/E

La recherche s'est trouvée confrontée aux difficultés suivantes :

- Les activités de validation exigent un suivi constant, ce qui a été de plus en plus difficile du fait du manque de disponibilité de ressources humaines dans la recherche et la vulgarisation, et à l'affaiblissement de ces institutions induit par la réduction du rôle de l'Etat.
- La portée du travail s'en est trouvée réduite (Il est certes préférable de réaliser un suivi soigné dans un nombre réduit de localités au lieu de faire un suivi médiocre dans un grand nombre de cas, mais la fiabilité des résultats et la portée du travail s'en trouvent limités) ;
- La promotion de la participation des agriculteurs aux travaux de la recherche est encore une initiative des techniciens. On n'a enregistré que peu de demandes de recherches formulées par des agriculteurs, particulièrement pour ceux relevant de l'agriculture familiale.

Au centre sud du Paraná, des expériences du type A/E sont en train d'être conduites par des paysans, avec l'appui de l'ONG AS-PTA (Association et Services aux Projets d'Agriculture Alternative). Pour agir de façon mieux organisée et plus efficace, ces agriculteurs ont constitué, en juillet 1995 un "Forum

des Travailleurs Ruraux", dont les objectifs sont que les familles des agriculteurs de la région vivent de l'agriculture dans leurs communautés, de stimuler la vie sociale locale, d'impulser une vision de solidarité dans les communautés, de créer des emplois locaux pour réduire les flux migratoires vers les villes et de réactiver le commerce local. Les actuels modèles technologiques de production ne satisfont pas leurs attentes, ce qui les oblige à mettre en œuvre eux-mêmes des processus d'innovation, à la recherche de solutions qui leur permettent de sortir de la crise actuelle. La réduction des coûts de production et le développement technique agro écologique ont été l'objectif général de leurs expérimentations.

Le Forum agrège des syndicats de travailleurs ruraux, des organisations de producteurs, des associations, des coopératives, des groupes de jeunes, de femmes, des groupes informels, la pastorale de la jeunesse rurale, des groupes de handicapés physiques. La coordination est assurée par 47 représentants de ces institutions.

Il revient au Forum de coordonner l'action des différentes organisations, et de les inciter à participer aux différents groupes thématiques d'expérimentation. Ces derniers définissent dans des rencontres annuelles les grandes lignes de leurs actions, que le Forum traduit en chronogrammes d'exécution et en programmes de rencontres et de formation.

L'AS-PTA appuie l'action des organisations de paysans et paysannes pour la mise au point de technologies agro écologiques et de méthodes de participation, en vue de la dynamisation des processus socio culturels et politico organisationnels pour la promotion du développement rural durable.

A partir de 2000, s'est constitué un partenariat entre le Forum et le programme PSP de l'IAPAR, afin d'améliorer la coordination entre les différents acteurs dans l'identification des demandes et l'exécution des projets institutionnels de recherche développement.

Un aspect innovant de ce partenariat est constitué par le fait que la recherche a commencé à agir en fonction d'initiatives préexistantes organisées par les agriculteurs, et à répondre à une demande de recherche formulée par les organisations de producteurs.

Le projet avançant, les thèmes de recherche ont été redéfinis avec l'aide des chercheurs, mais ce sont les agriculteurs qui avaient le mot de la fin pour le choix des expérimentations à conduire dans les communautés. Du point de vue méthodologique, on peut distinguer les principaux types d'essais suivants :

- Des essais contrôlés : dans le cas par exemple du choix des meilleures dates de semis de plantes de couverture pour l'obtention de semences, le dispositif retenu a été celui de blocs au hasard avec trois répétitions, mais ce sont les agriculteurs qui ont choisi les espèces à tester, en fonction de leur propre expérience avec les plantes de couvertures. Conduit dans les communautés, il a été mis en place, suivi et évalué par les agriculteurs et les chercheurs ensemble ;
- Des essais gérés par les agriculteurs : dans ce cas, les chercheurs fournissent des suggestions, des semences, l'orientation technique (ex : le réglage du semoir), la décision finale du mode d'implantation revenant à l'agriculteur, qui dispose de plus de marge d'innovation que dans le cas précédent. Ainsi Tadeu Bigunas, agriculteur de la commune d'Iratizinho, décida de semer une plante de couverture au moment du sarclage du haricot, alors que la recommandation de l'IAPAR était de le semer après la récolte. Il s'avéra que le semis au moment du sarclage, en plus d'éviter une opération supplé-

mentaire, avait permis un développement plus précoce de la plante de couverture, ce qui lui permettait de mieux concurrencer les adventices.

L'emploi de techniques de recherche participative ne suffit pas à garantir une véritable participation des agriculteurs. Dans le premier exemple évoqué ci-dessus, il s'agit de dispositifs conventionnels de recherche. Ce n'est que dans le deuxième cas que la participation des agriculteurs a été garantie dans la mesure où ce sont eux qui ont choisi les thèmes de recherche. L'agriculteur promoteur remplit un rôle primordial : il anime les travaux d'expérimentation, participe à l'organisation des visites (*dias de campo*) et d'autres événements d'analyse et de diffusion des résultats. Ces promoteurs paysans devraient être amenés à jouer un rôle accru dans les systèmes de gestion de l'innovation technique grâce à leur connaissance du milieu, la confiance dont ils disposent, leur capacité à convoquer, réunir, organiser, animer et gérer des réseaux d'innovation. Se posera alors le problème de leur dédommagement pour le temps qu'ils consacrent à ces activités et de la prise en charge des frais de fonctionnement et d'équipement, ce qui revient à évoquer la nécessaire décentralisation au niveau des organisations de producteurs des fonctions d'innovation technique assumées par l'Etat. Pour le moment, les politiques d'ajustement structurel se sont principalement traduites par le démantèlement au moins partiel des services techniques de vulgarisation, sans transfert de compétences et de ressources à des organisations de producteurs.

CONCLUSION

Dans le cas des paysanneries pauvres, le concept de transfert de technologies doit être complètement revisité : il s'agit en effet de générer, avec elles et dans leurs conditions de milieu,

les technologies novatrices durables.

Les difficultés rencontrées à l'occasion de la mise en œuvre des différentes alternatives institutionnelles (transfert par vulgarisation conventionnelle, "vitrines" de la recherche en milieu réel, recherches "systèmes", expérimentation en milieu paysan) ont amené à reconnaître la place centrale que doivent occuper les paysans dans ces processus d'expérimentation technologique.

La mise en œuvre de cette démarche rencontre fréquemment un indéniable succès auprès des paysans concernés, mais elle se heurte à des difficultés institutionnelles (l'adhésion des services concernés, la motivation des chercheurs et techniciens), méthodologiques (l'adéquation des protocoles aux objectifs) et culturelles (le degré d'alphabétisation, la capacité à tenir à jour des registres, à saisir des données sur informatique..) dont la résolution constitue un défi important pour l'avenir.

Une autre question essentielle est celle de la maîtrise du continuum des recherches entre le milieu réel et les stations et laboratoires. Pour accomplir son mandat de " préparer l'avenir " la recherche doit concevoir et mettre en œuvre des processus fonctionnels entre les unes et les autres.

Heureusement, de nouveaux outils apparaissent, simplifiant considérablement des tâches qui auraient encore été insurmontables il y a une vingtaine d'années. Il s'agit bien entendu des applications de l'informatique au recueil et au traitement des données, à la création de modèles, à la représentation spatiale (SIG, GPS.) ainsi qu'à la communication (transfert de données, réalisation et restitution de reportages *in situ*). Pour des techniciens et des producteurs avides de modernité, il y a là matière à acquérir des compétences qui facilitent considérablement l'accès aux connaissances et à leur diffusion.

Il n'en reste pas moins que les acteurs concernés doivent faire preuve d'imagination, de volonté et d'opiniâtreté pour créer et maintenir des dispositifs institutionnels rompant avec les pratiques et les approches conventionnelles, de surcroît dans un contexte de précarité.



Photo COTA

Organisations paysannes du Nord et du Sud. Une vision commune à construire*

Plutôt que d'essayer de concevoir des dispositifs de service et de conseil agricole, AFDI s'emploie à faire en sorte que les paysans découvrent d'eux-mêmes en quoi ces services peuvent leur être utiles et pourquoi il est bon pour eux qu'ils s'impliquent dans leur gestion. C'est à eux seuls qu'il appartient ensuite de découvrir comment les mettre à profit...



Photo AFDI

A l'heure où le monde agricole français et européen s'interroge sur ses modèles de développement, la coopération Nord/Sud entre agriculteurs élargit la réflexion sur l'équilibre à trouver face à la mondialisation. Elle suscite la recherche d'intérêts partagés entre organisations paysannes du Sud et organisations paysannes du Nord.

C'est dans cet esprit qu'AFDI (Agriculteurs Français et Développement International) mobilise la profession agricole française et ses organisations professionnelles pour une coopération de

"paysans à paysans". Fondée sur l'identité commune du métier, la réciprocité et la connaissance entre partenaires, l'action d'AFDI repose sur les échanges paysans. En comparant leurs expériences professionnelles mutuelles, les paysans du Nord et du Sud peuvent ensemble dessiner des perspectives de développement et déterminer quelles compétences techniques et quels moyens financiers mobiliser.

UNE EXPÉRIENCE À PARTAGER

Les organisations paysannes existent, elles ont des idées. La meilleure façon de les appuyer est de leur laisser la place de se structurer entre elles, de leur donner les informations indispensables pour qu'elles se positionnent dans les dispositifs d'appui au monde rural, de leur laisser le temps et les moyens de se situer, de comprendre, de se concerter et de faire

des propositions en relation directe avec leurs problèmes quotidiens. Il ne s'agit pas de les former en attendant qu'elles soient capables d'assurer leur rôle dans le dispositif du développement rural, mais de leur donner les moyens d'exercer ce rôle tout de suite en acceptant de partir de ce qu'elles sont et font aujourd'hui.

Peu d'opérateurs de développement ont l'expérience de "la révolution silencieuse", ce long mouvement qui a permis aux paysans français de sortir de leurs fermes pour aller discuter

* Cet article a été rédigé sur base de divers documents fournis à notre rédaction par AFDI.

avec le ministre de l'Agriculture. Forts de toute cette histoire, les paysans français peuvent aider les paysans du Sud à oser faire valoir leur parole et leurs droits, et à gagner en autonomie et en pouvoir. Ce n'est que lorsqu'il a acquis ce pouvoir que le paysan se forme pour l'assumer.

Grâce à la diversité des OP françaises et leur structuration à tous les niveaux (local, régional et national), les paysans français comprennent la complexité des OP du Sud, ainsi que les missions et les difficultés de leurs différents niveaux de structuration. Ils peuvent expliquer la façon dont ils animent et gèrent leurs propres OP, et encourager leurs partenaires à poursuivre leur action, à mieux gérer cette responsabilité que la base leur a confiée. AFDI les aide à cerner les enjeux (de pouvoir, de relations entre OP ou avec l'administration, etc...), anticiper les problèmes, poser à temps les bonnes questions, toujours chercher à négocier ou se concerter, à prendre place dans les structures où leur représentation est nécessaire.

LE POUVOIR NE SE DONNE PAS, IL SE PREND

AFDI est particulièrement sensible aux enjeux sociaux et politiques des choix pris par les OP, aux changements en profondeur. Il est préférable de mettre en avant les idées des paysans. Si on veut que les paysans avancent, il est nécessaire de les laisser faire à leur rythme. Les résultats techniques viennent après. Par exemple, lorsque les OP choisissent localement leurs prestataires pour qu'ils leur fassent des formations, même si certains formateurs ne sont pas à la hauteur, le fait qu'un paysan puisse choisir et évaluer librement son formateur est une révolution dont l'impact dépasse de beaucoup le seul enjeu technique de la formation.

AFDI défend l'autonomie du mouvement paysan. Ainsi, il est souvent demandé aux OP de se définir selon des objectifs économiques ou syndicaux, alors que ces OP sont parfois très jeunes. Il faudrait davantage leur laisser le temps d'évoluer et de se spécialiser ou se fédérer lorsqu'elles en éprouveront le besoin.

Face à des besoins en formation, études, projets, etc. exprimés par les paysans du Sud, les paysans français n'interviennent pas

OP du Nord et du Sud. Une vision commune à construire

en tant que formateurs ou consultants, mais ils permettent, par un dialogue avec leurs partenaires, d'approfondir leur demande, les aident à se poser des questions par rapport à ce projet, afin d'établir en quelque sorte un "projet préliminaire". La force d'AFDI, c'est de pouvoir créer une dynamique. Lorsque cette dynamique est créée, les experts peuvent prendre le relais.

La démarche est simple : d'abord écouter les initiatives prises par les producteurs. Ensuite reconnaître avec eux, parmi ces initiatives, les projets professionnels susceptibles de contribuer au développement du métier de paysan ; enfin, conforter ces initiatives par les actions de formation et les échanges qui accélèrent la circulation de l'information, renforcent la concertation entre producteurs au sein des filières économiques et des réseaux géographiques, consolident leur relation avec l'environnement technique, économique, bancaire, politique et social (les chambres d'agriculture, la recherche, les services agricoles publics et privés). Petit à petit une prise de conscience se fait. C'est en exerçant de nouvelles responsabilités, en occupant les espaces qui leur sont confisqués, que les paysans finissent par montrer dans quel sens ils voient leur développement et comment on peut les appuyer.

UN ACCOMPAGNEMENT DANS LA DURÉE

La démarche d'AFDI d'accompagnement des OP n'est basée sur aucun programme d'actions prédéfini mais se calque sur le rythme des OP, c'est pourquoi elle n'est pas toujours bien comprise.

Pourtant c'est le seul moyen de combler le fossé qui existe entre ce que sont les OP et ce qu'on voudrait qu'elles soient capables de faire.

Les organisations paysannes ne sont pas des outils de développement rural pour l'Etat ou les bailleurs de fonds. Elles sont d'abord des outils pour les paysans. C'est en adaptant nos méthodes à leur savoir faire que nous trouverons une articulation solide entre services agricoles et producteurs, indispensable au bon développement de l'agriculture.

Renforcer les capacités des organisations paysannes. Pour une plus grande mobilité des leaders paysans

Al ex Danau*

Techniciens et responsables d'OP ne doivent pas être cantonnés dans des réalités trop "étroites". Ce n'est pas uniquement dans leurs villages qu'ils trouveront des solutions à leurs problèmes et des pistes de changement...

Comment sensibiliser les décideurs et opinions publiques du Nord sur l'importance croissante des OP sans distraire excessivement les responsables d'OP de leurs fonctions sur le terrain ? Cette question était posée par un administrateur du secrétariat du Club du Sahel à la fin de sa contribution à un atelier international organisé par la Banque Mondiale sur l'appui aux organisations paysannes¹. Cette note passant en revue les principales leçons dans l'appui aux organisations paysannes pointe judicieusement l'un des travers du système d'appui, qui serait d'en faire une mode et de tirer ces organisations vers un agenda international que l'on sait volage...

Cependant, il faudrait se garder de mettre en balance les terrains au Nord et au Sud car la conception même de cette division entre "le terrain" et je ne sais quoi d'autre, entre le Nord et le Sud biaise les questions.

UN PIED AU SUD, L'AUTRE AU NORD

Nombre de contraintes auxquelles se heurtent les organisations paysannes, trouvent des débuts de solutions dans des lieux éloignés, aux travers des pouvoirs, des expériences, des ressources et des compétences diverses. Pour certains types d'organisations paysannes, qui sont celles que nous appuyons, tel le CNCR au Sénégal, le champ politique, par exemple, s'étend en particulier dans les sphères du Nord mais il n'est pas le seul².

S'il peut paraître évident que les systèmes de coopération financière et technique ont leurs centres de décision dans le Nord, il est vrai également que la concurrence pour les marchés vivriers locaux est alimentée par des opérateurs et des institutions issus d'autres continents.

Les responsables d'organisations paysannes se doivent de développer une partie de leurs activités là où ils pourront dénouer, avec le concours de partenaires attentifs et avertis, bien des imbroglios institutionnels, négocier des accords de partenariat, envisager des solutions aux problèmes de concurrence etc.

La quête d'information est en général multiple et plus productive dans le Nord et peut difficilement être remplacée par d'autres voies que le déplacement. La quête même d'identité



Photo CSA

pour les organisations paysannes passe par de nombreux détours dans les lieux qui gardent une mémoire historique de l'agriculture, riche d'enseignement.

Les politiques agricoles et leurs instruments ne sont pas nés d'hier. Avec elles, ce sont les structures agraires qui ont évolué et se marquent dans les paysages. Les relations nombreuses entre les syndicats agricoles, les organisations professionnelles et les pouvoirs publics intéressent directement les leaders paysans africains qui ont besoin de se situer sur le fil du temps. Les organisations de producteurs européens ont plus d'un siècle d'expérience, elles appartiennent à l'histoire et constituent un patrimoine pour les mouvements paysans quelle que soit la latitude où ils agissent.

* Collectif Sécurité Alimentaire (CSA)

(1) Serge Snrech, Les donateurs et les organisations paysannes : leçons des expériences en cours au Sahel. Secrétariat du club du Sahel OCDE, Paris, 1999.

(2) Les contacts utiles aux organisations paysannes sont nombreux, ce sont par exemple, les institutions des Etats européens et de l'Union européenne; les syndicats agricoles des pays européens; les bailleurs de fonds publics et privés; les partenaires ONG et autres avec lesquels ils ont tissé des liens étroits; Les organisations internationales, dont la FAO, l'OMC, le BIT et, bien entendu, le couple BM et FMI d'outre-Atlantique; les universités et les centres de recherches; les opérateurs économiques susceptibles d'intervenir en amont ou en aval des filières qui les concernent...

Il ne s'agit pas de rechercher des modèles d'organisations, de politique ou de développement, mais il s'agit d'interroger les seules références réelles.

UNE CLASSE PAYSANNE UNIVERSELLE ?

Il est fondamental pour les responsables paysans de confronter les voies préconisées par les experts des agences de coopération avec l'histoire et d'en débattre avec les agriculteurs d'aujourd'hui, engagés comme eux dans un perpétuel changement. Par exemple il serait intéressant de voir comment en France ou en Belgique la question de la représentativité des organisations professionnelles se règle ou encore comment les producteurs intègrent la spécialisation dans une filière et la gestion de leur ferme en polyculture ; comment, en parallèle, les organisations professionnelles spécialisées s'articulent avec les organisations professionnelles "généralistes".

Ce faisant, leurs contacts avec les producteurs des autres continents leur permettront de mieux orienter leur identité mais les conduit à reconnaître leur appartenance à une classe paysanne universelle. La confrontation des points de vue sur la mondialisation, sur les marchés internationaux des produits agricoles est tout aussi essentielle, tant la convergence d'intérêt est palpable et le contentieux et les incompréhensions lourds.

Ce sont aussi de tels échanges qui favorisent l'adoption d'innovations, parce que l'on a pu les vérifier dans des conditions réelles, ailleurs. Encore faut-il chercher les produits nécessaires pour les mettre en œuvre et une nouvelle fois, ce sont ces déplacements qui permettent de prospector les marchés de la technologie.

La sur-sollicitation des leaders et cadres paysans est réelle; les dangers de dévoiement, d'éloignement ne peuvent être ignorés mais ne peuvent pas pour autant conduire à cantonner les leaders dans des priorités trop étroites, cantonnée au " terrain ".

RÉ-ÉQUILIBRER LES OBJECTIFS DE BAILLEURS ET DES OP

Notre expérience en matière d'appui aux organisations paysannes, en particulier dans l'appui à leurs leaders est empirique. L'aspect qui nous paraît le plus important est la nature des relations que nous avons nouées avec nos partenaires.

Nous considérons le partenariat comme une relation d'échange équilibré. Cela ne nous semble possible que parce que les objectifs globaux des organisations respectives sont partagés mais aussi parce que nous avons pleinement conscience que les objectifs spécifiques sont quant à eux distincts. Par exemple, lorsque nous organisons un voyage d'étude en Europe pour nos partenaires, cela répond à un besoin de prise directe avec un aspect particulier du secteur (relations avec des organisations professionnelles agricoles et de la recherche-développement par exemple) alors que pour nous, cela permet par ailleurs d'approfondir nos contacts avec le milieu agricole belge et de le sensibiliser aux rapports Nord-Sud qui est l'axe principal de nos activités. Dans ce contexte, nous privilégions l'instauration de liens directs et opérationnels entre l'organisation paysanne et ces organisations européennes, prenant en charge les aspects logistiques et financiers. Mais en aucun cas, nous ne sollicitons nos partenaires en fonction d'un de nos objectifs particuliers qui ne trouverait pas une contrepartie immédiate pour eux.



Photo CSA

Cela suppose un agencement négocié et souple du calendrier, dans le respect des rythmes particuliers de nos partenaires et de la multiplicité de leurs contacts. C'est un effort d'adaptation permanent auquel nous procédons.

La nécessité de mobilité des responsables et techniciens des organisations paysannes est également l'une des clés de l'harmonisation interne de l'organisation. Il s'agit d'établir un rapport direct et régulier entre les membres de l'organisation et ses mandataires et techniciens. Cela se traduit, par exemple, en tournées nationales dans chaque région du pays deux fois par an et le rassemblement annuel des délégués des membres en congrès.

Il s'agit d'organiser les prises de décisions essentielles de l'organisation qui fondent la légitimité, le dynamisme et le succès de ses actions.

A l'échelle des organisations paysannes il s'agit d'engagement de moyens considérables qui trouvent difficilement un appui auprès des bailleurs, plus enclins à questionner la représentativité et la légitimité de l'organisation que de répondre à un besoin fondamental de mobilité.

Comment de telles organisations pourraient-elles complètement autofinancer ce type d'opérations qui ne sont pas directement productives ? C'est de cette compréhension que le système d'aide peut contribuer à soutenir cette mobilité en fluidifiant totalement ses appuis et décaissements.

Alors que les tournées "popotes" des experts et administrateurs de la nébuleuse de l'aide sont disproportionnellement coûteuses et superfétatoires et surtout, accaparent l'attention des responsables des OP, il faut reconnaître qu'un énorme effort doit être consenti pour assurer le flux informatif et décisionnel interne à l'organisation paysanne.

Là encore il faudrait rééquilibrer l'arbitrage entre les objectifs spécifiques des bailleurs et ceux prioritaires, des organisations paysannes.



Chronique de livres

Recherche sur le thème du trimestre

Tous les documents avec une mention COTA (cote de rangement ou disponibilité) sont consultables au centre de documentation du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h (sauf le vendredi matin).

APPUI AU MONDE PAYSAN

APPUYER LES INNOVATIONS PAYSANNES : DIALOGUE AVEC LES PRODUCTEURS ET EXPERIMENTATIONS EN MILIEU PAYSAN

Barbara Bentz
GRET, Paris, 2002, 88 p. (Coll. Guide pratique)
Bib/Cote : Cota/113/BEN/a



L'ÉVALUATION DE L'APPUI AUX ORGANISATIONS PAYSANNES : LES ENJEUX D'UN ACCOMPAGNEMENT INNOVANT

Daouda Diagne
IN : Echos du COTA, n°93, décembre 2001, p.21-24
Disponible au COTA

L'APPUI AUX ORGANISATIONS PAYSANNES

In : Bulletin AFDI, n° 16 - août 1990, 37 p.
Bib/Cote: Cota/113/AFD/A

L'APPUI AUX ORGANISATIONS PAYSANNES EN AFRIQUE

D. Gentil, A. Le Gentil, A. Marty [et al.]
IRAM, Paris, 1990, 45 p.
Bib/Cote: Cota/116/IRA/A

LA COOPERATION DECENTRALISEE - LES COLLECTIVITES LOCALES DANS LA COOPERATION NORD-SUD

F. Petiteville
L'Harmattan, Paris, 1995, 278 p.
Bib/Cote: Cota/111.5 /PET/C

FINANCEMENT DES ORGANISATIONS PAYSANNES

LA MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES EN VUE DE L'AUTONOMIE FINANCIERE DES ORGANISATIONS PAYSANNES AFRICAINES

CESAO, Burkina Faso, 2000, 36 p. (Forum Palabre Nord-Sud et Sud-Sud pour le développement: atelier 2000 du 3 au 7 juillet 2000 Cesao, Bobo-Dioulasso, Burkina Faso)
Bib/Cote: Cota/113/CES/m



LES ORGANISATIONS PAYSANNES ET L'EPARGNE-CREDIT

R. Chao-Beroff
Cellule de suivi des initiatives d'épargne et de crédit autogérées en Afrique ; Autrèches, 1994, 32 p.
Bib/Cote: Cota/401.3 /CHA/O

RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS PAYSANNES

ORGANISATIONS PAYSANNES AU SENEGAL : COMMENT RENFORCER LES STRUCTURES INTERMEDIAIRES DANS LE PROCESSUS DE TRANSFORMATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

G. Lachenmann, M. Von Bechtolsheim [et al.]
Institut allemand de développement, Berlin, 1990, 160 p.
Bib/Cote: Cota/116/IAD/O

METHODE DE PLANIFICATION LOCALE POUR LES ORGANISATIONS PAYSANNES D'AFRIQUE SAHELIENNE

J. Berthomé, J. Mercoiret
L'Harmattan, Paris, 1993, 349 p.
Bib/Cote : Cota/113/BER/m



OP ET COOPERATION INTERNATIONALE

LA COOPERATION DE L'UNION EUROPEENNE AVEC LES PAYS ACP - LA PRISE EN COMPTE DES ORGANISATIONS PAYSANNES

A. Danau
CSA, Bruxelles, 1998, 48 p.
Bib/Cote: Cota/111.1/CSA/C

THE ROLE OF RURAL PRODUCERS ORGANISATIONS (RPOs) IN THE WORLD BANK RURAL DEVELOPMENT STRATEGY

Pierre-Marie Bosc, Didier Eychenne, Karim Hussein [et al.]
DFID, Cirad, ODI, 2001, 157 p.
Disponible sur le site Internet :
[http://lnweb18.worldbank.org/essd/essdext.nsf/16docbyunid/56fb1f37a30d794885256b50005f27f0/\\$file/theroleofruralproducersorganizationsrpos.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/essd/essdext.nsf/16docbyunid/56fb1f37a30d794885256b50005f27f0/$file/theroleofruralproducersorganizationsrpos.pdf)

LA COOPERATION INTERNATIONALE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET LES COLLECTIVITES LOCALES - LES ACTEURS, LES INSTRUMENTS ET LES CIRCUITS

DES DEVELOPPEMENT - GUIDE
A. Parisot
Cites Unies Développement, Levallois-Perret, 1990
Bib/Cote: Cota/111.5/PAR/C

EVOLUTION DES OP

ETATS DESENGAGES, PAYSANS ENGAGES - PERSPECTIVES ET NOUVEAUX ROLES DES ORGANISATIONS PAYSANNES EN AFRIQUE ET EN AMERIQUE LATINE

Librairie FPH, Paris, 1997, 189 p.
Bib/Cote: Cota/111.32/FPH/E



IMPACT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE POUR LES PAYSANS ET PAYSANNES BOLIVIENS ET LEURS ORGANISATIONS

S. Charlier, E. Andia
IN : Les Echos du COTA, n° 79, p. 16-21
Disponible au COTA

CHEMINEMENT DEMOCRATIQUE DES ORGANISATIONS PAYSANNES : JEUX DE POUVOIR, DEMAGOGIE, INFLUENCES EXTERIEURES ?

B. Njonga, Matam E. Dikongue
SAILD, Yaoundé, 1995, 67 p.
Bib/Cote: Cota/111.32/NJO/c



LES ASSOCIATIONS PAYSANNES EN AFRIQUE: ORGANISATION ET DYNAMIQUES

J.-P. Jacob, P. Lavigne-Delville
Karthala/APAD/ IUED, Paris, 1994, 307 p.
Bib/Cote: Cota/113/APA/A

LES ORGANISATIONS PAYSANNES ET RURALES - DES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Réseau GAO, Paris, 1995, 36 p.
Bib/Cote: Cota/111.32/GAO/O

ORGANISATIONS PAYSANNES ET INDIGENES EN AMERIQUE LATINE - MUTATIONS ET RECOMPOSITIONS VERS LE TROISIEME MILLENAIRE

E. Del Pozo
Ed. Charles Léopold Mayer, Paris, 1997, 171 p.
Bib/Cote: Cota/111.32/POZ/O

DIVERS

GENRE ET ORGANISATION PAYSANNE - MANUEL DU FORMATEUR

Programme ACOPAM/BIT, Dakar, 1998, 109 p.

Bib/Cote: Cota/118/ACO/G

ORGANIZACIONES DE PRODUCTORES AGRICOLAS : SU CONTRIBUCION AL FORTALECIMIENTO DE LAS CAPACIDADES RURALES Y REDUCCION DE LA POBREZA

Pierre Rondot, Marie-Hélène Collion
Banque Mondiale, Washington, 2001, 91 p. (Informe de un seminario realizado en la ciudad de Washington, del 28 al 30 de junio de 1999)

Disponible sur Internet :

[http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/16DocByUnid/84D2A939BBF15FFD85256B7A00779794/\\$FILE/AgProdrOrg-Proceedings-sp.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/essdext.nsf/16DocByUnid/84D2A939BBF15FFD85256B7A00779794/$FILE/AgProdrOrg-Proceedings-sp.pdf)

RENFORCER LA COLLABORATION ENTRE LA RECHERCHE, LA VULGARISATION ET LES ORGANISATIONS PAYSANNES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE : SYNTHES ET PROPOSITIONS

CIRAD, 1999
Initiative CORAF. - Atelier de Dakar 27-29 janvier 1999

SITES INTERNET

INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS

<http://www.ifap.org>

L'IFAP a été établi en 1946 pour permettre la coopération entre les organismes de producteurs agricoles en répondant aux exigences alimentaires et de consommation des peuples du monde. Cela permet d'améliorer le statut économique et social de tous ceux qui vivent de et sur la terre. Le site propose une série d'articles et de nouvelles sur l'agriculture dans les pays en développement, la biotechnologie, l'environnement, la pauvreté, les coopératives ainsi que sur l'implication des femmes dans l'agriculture.

RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

<http://www.cncr.org/roppa/index.php3>
Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a formellement été fondé en juillet 2000 lors d'une rencontre à Cotonou qui a rassemblé une centaine de responsables paysans mandatés par leurs organisations. Il

Chronique de livres

regroupe des organisations ou "cadres de concertation" de 10 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.). Cet ensemble n'est pas fermé et l'ambition, à moyen terme, est d'accueillir des organisations paysannes de l'ensemble des pays de la CEDEAO, qui représente l'Afrique de l'Ouest réelle. Une série de documents est disponible en téléchargement au format PDF.

EVALUATION DES PROGRAMMES D'APPUI AUX ORGANISATIONS PAYSANNES *www.inter-reseaux.org*

Depuis fin 1998, Inter-Réseaux pose une réflexion collective sur l'évaluation des processus d'accompagnement des organisations paysannes (OP). Le débat engagé fait le point sur les connaissances actuelles sur le sujet et permet de rendre compte de la diversité des approches en matière d'évaluation, d'explicitier les critères d'évaluation, de contribuer à l'identification de principes méthodologiques qui favorisent la construction d'évaluations prenant en compte les attentes des multiples acteurs impliqués dans le processus d'accompagnement des OP au Sud. Des ateliers sont organisés au nord comme au sud et un groupe de discussion est accessible en ligne.

CIRAD : PROGRAMME AGRICULTURES FAMILIALES *http://www.cirad.fr/presentation/programmes/agri-fam.shtml*

Les agricultures familiales fournissent l'essentiel de la production agricole, approvisionnent les marchés en produits bruts et transformés et participent à la gestion de l'espace. Elles sont au cœur de la relation entre hommes, produits et territoires. Grâce à leurs capacités d'adaptation, elles innover et s'inscrivent dans la durée. De plus en plus intégrées à l'économie internationale, elles doivent faire face à des évolutions rapides. Avec ses partenaires locaux, le programme Agricultures familiales étudie les opportunités créées par ces évolutions. Il valorise les atouts des agricultures familiales face aux défis de la production, de l'emploi rural, de la gestion des ressources et du développement local.

AGRITERRA *http://www.agriterra.org/*

L'objectif d'Agriterra est de promouvoir, faciliter et appuyer des coopérations de longue durée entre des organisations de ruraux aux Pays-Bas et celles dans les pays en voie de développement.

Agriterra s'adresse aux organisations rurales des pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. L'aide qu'elle fournit ne passe pas à travers des autorités ni des intermédiaires, mais directement de paysan à paysan, de femme rurale à femme rurale, de coopérative à coopérative. Le site propose une série de liens classés par pays vers les différentes associations et organisations liées à l'agriculture.

COLLECTIF STRATEGIES ALIMENTAIRES ASBL *http://www.csa-be.org/*

Le CSA a été fondé en 1984, à l'initiative de plusieurs ONG de développement (CNC, Iteco, Oxfam, Entraide et Fraternité, Frères des Hommes, Solidarité Socialiste, Association Europe Tiers-Monde).

Il a pour but de promouvoir l'agriculture durable et la sécurité alimentaire par le renforcement des organisations paysannes et la promotion de la souveraineté alimentaire dans les différentes régions du monde. Afin d'y parvenir, le CSA met en œuvre les moyens suivants : Analyses et évaluations, études et formations, échanges entre agriculteurs, un centre de documentation, organisation d'ateliers et de séminaires. Plusieurs publications dont un trimestriel au format pdf sont disponibles en téléchargement.

CONSEIL NATIONAL DE CONCERTATION ET DE COOPERATION DES RURAUX *http://www.cncr.org*

Le CNCR a pour objectifs de favoriser le dialogue, la réflexion en commun et le partage des expériences autour de questions majeures et essentielles du développement rural en vue de renforcer l'unité des mouvements et fédérations d'associations paysannes, d'assurer une bonne représentation de l'identité paysanne et du point de vue des producteurs sur les questions de développement, auprès de l'Etat et des

partenaires extérieurs ou intérieurs, de contribuer à la promotion et au développement durable des exploitations familiales. Une série de documents sont consultables sur le site.

COORDINATION PAYSANNE EUROPEENNE *http://www.cpefarmers.org/*

La CPE a été créée en 1986 à la suite de rencontres paysannes européennes qui se sont tenues annuellement à partir de 1981. Elle émane d'organisations paysannes qui proposent une réforme en profondeur des politiques agricoles en Europe et dans le monde, en particulier de la Politique Agricole Commune (Union Européenne). La CPE favorise les échanges entre organisations paysannes des différents pays, organise régulièrement des voyages d'étude, ainsi qu'un nombre important de séminaires européens. Elle a publié ces dernières années de nombreux documents généraux ou sectoriels sur la PAC, l'OMC, l'alimentation, etc. La CPE est un relais important d'informations non seulement pour tous ses membres, mais également pour un grand nombre d'associations au niveau européen et international avec qui elle collabore. En 1993, la CPE, avec d'autres organisations issues de plusieurs continents, a participé à la création d'un mouvement paysan mondial, la Via Campesina, dont elle a assuré la coordination jusqu'en 1996.

LA VIA CAMPESINA *http://rds.org.hn/via/*

La Via Campesina est un mouvement mondial qui unit les paysans sans terres, les petits et moyens producteurs, les ouvriers agricoles, les femmes rurales et les communautés indigènes dans la lutte contre la globalisation de l'économie, et par conséquent, le modèle néo-libéral. Ils proposent de fournir un accès global à l'information entre les secteurs économiques, sociaux et politiques qui luttent pour la construction d'une nouvelle société dans un monde qui inclut les aspirations et des espoirs de ses membres les plus faibles. Le site décrit les principales activités et actions de La Via Campesina en vue de créer un mouvement rural fort et propose des solutions alternatives viables, facteurs fondamentaux pour la construction d'un meilleur monde. Des documents et une newsletter sont accessibles sur le site.

Nouvelles acquisitions

Vous pouvez retrouver la liste complète des nouvelles acquisitions du centre de documentation sur notre site (<http://www.cota.be/cdoc.html>) ou encore la recevoir par courrier électronique (sur demande : catherine.sluse@cota.be)

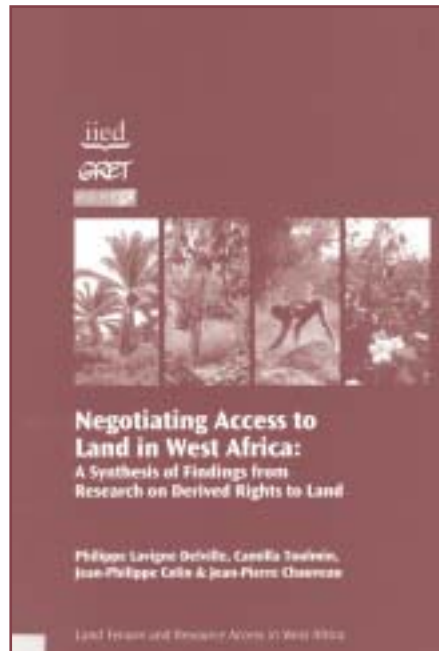
ENGENDERING THE GLOBAL AGENDA : THE STORY OF WOMEN AND THE UNITED NATIONS

Hilkka Pietilä NGLS, Genève, 2002, 124 p. (Development dossier)
Réf. COTA : 118/PIE/e

Ce livre couvre plus de 80 années d'histoire entre les femmes et les organisations intergouvernementales. Cet ouvrage rappelle la réussite des femmes et de la Ligue des Nations et dévoile l'histoire des femmes aux Nations Unies jusqu'aux grands progrès d'avancement et de l'autonomisation des femmes qui furent atteints dans la dernière décennie du 20^e siècle. Ce livre raconte comment les Nations Unies sont devenues une institution favorable au développement des femmes en dépit du fait d'être un forum des gouvernements, la grande majorité de ceux qui reflètent encore principalement les visions et les aspirations des hommes. A travers la diplomatie acharnée et adroite et les luttes des femmes au cours des décennies, les aspirations et les visions des femmes ont été portées jusqu'au premier rang de l'agenda international et ont abouti à des Déclarations, Conventions et Programmes pour l'avancement et l'autonomisation des femmes, qui va au-delà des législations et politiques existantes dans la plupart des Etats membre des Nations Unies.
Diffusion : UN Non-Governmental Liaison Service (NGLS) - Palais des Nations - CH-1211
Geneva 10 - Switzerland

NEGOTIATING ACCESS TO LAND IN WEST AFRICA : A SYNTHESIS OF FINDINGS FROM RESEARCH ON DERIVED RIGHTS TO LAND

Philippe Lavigne Delville, Camilla Toulmin, Jean-Philippe Colin & Jean-Pierre Chauveau
IIED, 2002, 128 p. (Land tenure and resource access in West Africa)
Réf. COTA : 402/LAV/n



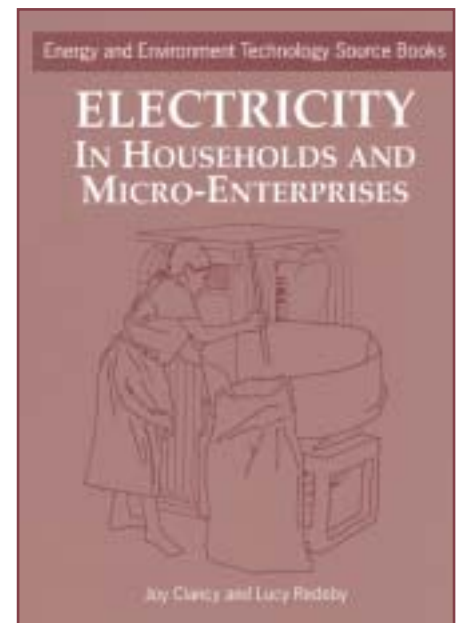
Cet ouvrage fournit de précieuses nouvelles idées dans la façon dont les gens négocient l'accès à la terre et autres ressources dans cette large région. Les débats actuels sur la politique territoriale en Afrique s'est principalement focalisée sur des questions de propriété foncière. Cependant, dans beaucoup de contextes, la terre est exploitée par une autre personne que le détenteur des droits de la terre, à travers d'une série d'arrangements institutionnels qui permettent l'accès en échange d'argent, de travail, de crédit ou autre facteur rare. Dans certaines parties de la région ouest africaine, de tels droits délégués d'accès à la terre concernent plus de la moitié des zones cultivées et sont donc significatifs, plus particulièrement dans les zones accueillant un large nombre de migrants. Ces arrangements souples et dynamiques tiennent compte de l'adaptation des systèmes de culture en de nouvelles opportunités et circonstances changeantes, qu'elles soient économiques, sociales, politiques ou environnementales. Ce programme de recherche comparatif a été entrepris par une équipe de chercheurs ouest africains issus de pays francophones et anglophones. Ils analysent les divers mécanismes par lesquels les gens peuvent avoir un accès aux terres. La recherche souligne le besoin pour l'Etat de reconnaître l'existence de telles procédures, afin de

les rendre plus sûres en accordant un statut légal aux arrangements institutionnels qui sont considérés par la population locale comme socialement légitime.

Diffusion : IIED - Drylands programme - 3 Endsleigh Street - London WC1H 0DD - United Kingdom -
Tél. +44 207 388 2117
Fax. +44 207 388 2826
E-mail : drylands@iied.org Site
Internet : <http://www.iied.org>

ELECTRICITY IN HOUSEHOLDS AND MICRO-ENTERPRISES

Joy Clancy, Lucy Redeby
ITDG, Londres, 2000, 104 p. (Energy and environment technology source books)
Réf. COTA : 282/



Ce livre donne une introduction au réseau national et se concentre ensuite sur les possibilités de production indépendante d'électricité dans les quantités utilisées par les ménages, les microentreprises et les petites communautés : générateurs diesel, micro-hydro, énergie éolienne, énergie solaire photovoltaïque (PV), biogaz, vapeur et batteries. Les différentes technologies sont décrites et les coûts sont donnés, ainsi que les besoins en termes d'inputs et de compétence pour l'installation et l'opération. Des informations et des conseils sont donnés sur l'utilisation de l'électricité ; le choix de la technologie nécessaire et comment

Chronique de livres

choisir les appareils appropriés. Des études de cas de pays en développement soulignent des initiatives de femmes avec ces technologies.

Cet ouvrage fournit du matériel de référence pour les extension workers, les formateurs et les équipes travaillant avec des femmes, qui considèrent que l'accès peut jouer un rôle important dans leurs projets.

Diffusion : ITDG - 103-105

Southampton Row - London WC1B 4HL
- United Kingdom

Fax : +44 171 436 2013 ou 7436 2013

E-mail : orders@itpubs.org.uk **Site :**

<http://www.developmentbookshop.com>

L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DANS LE GUIDIMAKHA : ETAT DES LIEUX ET ANALYSE LA PROBLEMATIQUE DANS UNE REGION DE MAURITANIE

Dominique Laure

Gret, Paris, 2000, 47p. (Etudes et travaux)

Réf. COTA : 340/LAU/a

Cet ouvrage est une photographie de la situation de l'eau potable dans le Guidimakha, région charnière du sud de la Mauritanie. Une enquête exhaustive menée dans tous les villages de la région a permis d'établir des cartes, graphiques et indicateurs indiquant précisément la localisation des puits et forages, pompes manuelles et réseaux. Les besoins de la population du Guidimakha sont parfois criants : malgré l'existence de 675 ouvrages hydrauliques, 124 localités encore manquent de point d'eau potable, et seuls 29% des habitants peuvent s'approvisionner à un point d'eau moderne. En outre, les moyens ne permettent souvent pas de réparer les pompes ni de gérer correctement les systèmes de distribution de l'eau potable.

L'analyse des données collectées, enrichie des apports des maires de la région qui ont travaillé sur le sujet lors d'un séminaire à Sélibaby en juillet 2000, a permis de miner une réflexion approfondie sur la problématique de l'eau potable dans le Guidimakha et de proposer des pistes d'action.

Les personnes en charge de l'eau potable trouveront dans cet état des lieux une aide à la décision et à l'orientation de leurs politiques d'intervention. Ce travail peut servir

d'exemple à des maires et à des responsables techniques du secteur de l'eau potable désireux d'entreprendre des actions d'amélioration des systèmes hydrauliques, que ce soit dans d'autres régions de Mauritanie ou dans d'autres pays.

Diffusion : GRET, 211-213 rue La

Fayette ; 75010 Paris -

Tél. : 33 (0) 1 40 05 61 61

Fax : 33 (0) 1 40 05 61 10

Site Internet : <http://www.gret.org>

PARTENAIRES EN AFRIQUE : QUELLE COOPERATION POUR QUEL DEVELOPPEMENT ?, LE REVE ET LA REALITE

DDC, Berne, 2002, 232p. (Ecrits sur le développement, n°5)

Réf. : COTA : 111/DDC/p

Fallait-il ajouter un ouvrage de plus à la littérature abondante qui commente depuis quelques années "la crise de l'aide au développement" ou "la crise du développement en Afrique subsaharienne", ou encore "la réforme de l'aide" ? Le propos poursuivi dans cette livraison des "Ecrits sur le développement" cherche un autre éclairage des réalités africaines et de la coopération. Loin du discours politiquement correct et, de la courtoisie amphigourique des relations internationales, il aimerait attirer l'attention sur l'importance de l'histoire, des relations sociales et politiques, de la culture, dont l'ignorance risque de "masquer le renouveau africain" encore un peu timide, mais qui lentement s'affirme et qui est porteur de promesses. Le lecteur jugera de la pertinence de ce propos.

Diffusion : DDC -Section médias et communication - 3003 Berne -

Tél. : 031 322 44 12

E-mail : info@deza.admin.ch

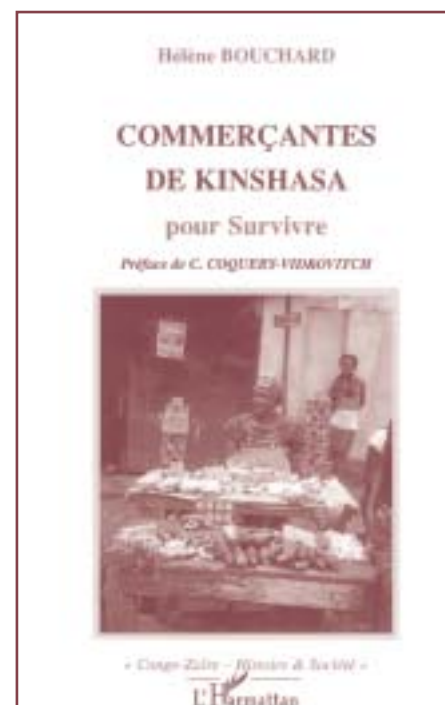
COMMERCANTES DE KINSHASA POUR SURVIVRE

Hélène Bouchard

L'Harmattan, Paris, 2002, 235p. (Congo - Zaïre - Histoire & société)

Réf. : COTA : 118/BOU/c

Cet ouvrage témoigne des actions entreprises par des femmes au quotidien dans le but de faire vivre leurs familles. Elles tiennent un "petit commerce" qui



doit les aider à braver coûte que coûte les aléas d'un pays en déliquescence : la R-D Congo. Elles habitent Kinshasa, une mégapole africaine, et s'activent dans le secteur informel dit : "de subsistance".

Les années 1990 ont été fertiles en bouleversements de tous ordres : hyperinflation, dévaluations successives, pillages et ruine de l'économie nationale, chute d'une dictature décatie et irruption d'un nouveau régime fort aléatoire... Les femmes ont dû sortir pour contribuer au foyer avec un second revenu devenu souvent le seul revenu du ménage. Mais culture et tradition veillent ! La société impose ses contraintes aux courageuses Kinois qui ont appris à contourner les usages établis, à faire "comme si" pour sauver l'honneur du chef de famille au masculin. Avant tout, il s'agit de pouvoir satisfaire les besoins primaires de la famille.

La stratégie des commerçantes est remarquable tant au démarrage de leur "affaire" que dans son organisation et sa gestion. A chaque nouvelle tempête qui s'abat sur le pays, les femmes répondent avec de nouveaux moyens pour s'en sortir. Du coup, elles y gagnent de l'assurance, de l'autonomie, et le rapport homme/femme change forcément dans le couple.

Diffusion : L'Harmattan - 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique - 75005 Paris - France.

Site : <http://www.editions-harmattan.fr>

**APPUYER LES INNOVATIONS
PAYSANNES : DIALOGUE AVEC LES
PRODUCTEURS ET EXPERIMENTATIONS
EN MILIEU PAYSAN**

Barbara Bentz et le pôle EDR du Gret
GRET, Paris, 2002, 88p. (Guide pratique)
Réf. COTA : 113/BEN/a

Dans toutes les régions du monde, seuls ou avec des appuis extérieurs, les agriculteurs innovent, testent de nouvelles pratiques, font évoluer leurs activités pour tirer un meilleur parti de leur environnement ou s'adapter à ses évolutions. Le rôle du développement agricole est de renforcer ces capacités paysannes d'innovation, d'élargir la gamme des choix possibles, de mettre à la disposition des agriculteurs des références pertinentes validées et des clés pour une meilleure maîtrise de leur environnement économique et institutionnel.

Les méthodes et outils utilisés pour l'appui à l'innovation ont fortement évolué au cours des trente dernières années. Ce guide explore les innovations techniques mises en œuvre par les paysans dans leur exploitation. S'appuyant sur des exemples concrets en Asie, en Afrique et en Amérique latine, il propose une démarche et présente différents modes d'intervention actuels, leurs intérêts et leurs limites.

Cet ouvrage est essentiellement destiné à des opérateurs de terrain impliqués dans la conception et la mise en œuvre des actions de développement agricole à la base : techniciens, vulgarisateurs, chercheurs, etc.

Diffusion : GRET, 211-213 rue La Fayette ; 75010 Paris -
Tél. : 33 (0) 1 40 05 61 61
Fax : 33 (0) 1 40 05 61 10
Site Internet : <http://www.gret.org>

**L'AFRIQUE ET L'AIDE, OU, COMMENT
S'EN SORTIR ?**

Tidiane Diakité
L'Harmattan, Paris, 2002, 159p.
(Collection Points de vue)
Réf. COTA : 110/DIA/a

Depuis son émergence de l'état colonial, veut-on vraiment que l'Afrique sorte du marasme où l'ont plongée 40 années de programmes d'"aide" bilatérale et multilatérale ? Il est urgent de stopper cette machine infernale. Il faut que l'Afrique s'ausculte enfin elle-même : elle en a les moyens et les compétences. Diagnostiquer le mal et en conséquence mettre sur pied un



protocole de guérison et un traitement à long terme ne nécessite qu'une volonté politique de la part des élites africaines. Elles pourraient alors s'appuyer sur la génie et l'énergie inextinguible des populations pour rétablir le train Afrique sur ses rails et lui permettre de redémarrer. Sinon, le champ de ruines qu'est l'Afrique actuelle pourrait très vite se transformer en champ de mines et l'Occident sera dans l'impossibilité de se barricader plus longtemps face à "l'invasion de la misère du monde". L'auteur passe en revue les diverses facettes de l'Aide et propose une stratégie de sortie de la crise structurelle.

Diffusion : L'Harmattan - 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique - 75005 Paris - France.
Site : <http://www.editions-harmattan.fr>

**LE CREDIT RURAL DE GUINEE VU PAR
SES ACTEURS : L'ETUDE SOCIO-
ANTHROPOLOGIQUE COMME OUTIL DE
CHANGEMENT INSTITUTIONNEL**

R. Condé, S. Bouju, D. Gentil
GRET, CRG, IRAM, Paris, 2001, 95p.
(Etudes et travaux)
Réf. COTA : 401.3/CON/c

Avec l'appui méthodologie de l'Iram, le Crédit Rural de Guinée offre depuis une dizaine d'années des crédits aux paysans, à partir d'un principe de caution solidaire. Touchant 90 000 associés, réunis en 80 caisses locales, il s'engage actuellement dans un



processus de transformation en institution financière, ce qui passe par une refonte profonde de son organisation interne. En particulier, les élus des caisses locales sont appelés à prendre des responsabilités accrues, ce qui redéfinit les rapports entre agents de crédit, associés et élus. A cette étape de son histoire, le Crédit Rural de Guinée a commandé une étude sur la perception du fonctionnement des caisses et des produits financiers. Avec l'appui d'un consultant, une équipe de socio-anthropologues de l'université de Conakry a engagé un intense travail d'enquêtes dans les caisses, interrogeant l'ensemble des acteurs : membres, non-membres, agents des caisses, élus, etc.

De ce travail émerge une passionnante image du Crédit Rural et des produits qu'il offre, témoignant de la capacité d'analyse et de propositions des acteurs locaux des caisses. Face aux débats d'école sur la caution solidaire et les groupes de caution, par exemple, ils offrent des réponses pragmatiques et opératoires aux problèmes posés par les modalités actuelles proposées par le CRG.

La restitution de cette étude aux acteurs, agents et élus, a permis d'enclencher une dynamique de dialogue et d'échanges, contribuant significativement à l'amélioration de l'offre de crédit et, plus largement, à l'évolution des rôles et au processus de changement institutionnel. Au-delà du thème du crédit, cette étude est riche d'enseignements quant à l'intérêt d'un regard socio-anthropologique sur les projets de développement, et sur les conditions d'une collaboration

fructueuse entre chercheurs et opérateurs.

Diffusion : GRET - 211/213 rue La

Fayette - 75010 Paris (France)

Tél. : 33 (0) 1 40 05 61 61

Fax : 33 (0) 1 40 05 61 10

Site Internet : <http://www.gret.org>

L'AFRIQUE DANS LA MONDIALISATION

Makhtar Diouf

L'Harmattan, Paris, 2002, 244p. (Forum du Tiers-Monde)

Réf. COTA : 110/DIO/a

Qu'est-ce que la mondialisation ?

Comment se manifeste-t-elle ? A quand remonte le phénomène ? La

mondialisation est-elle le résultat d'une évolution naturelle et linéaire,

procédant des seules forces du marché ?

Ou bien, est-on en présence d'une

stratégie dont les véritables maîtres

d'œuvre opèrent dans l'ombre ? Ce

livre cherche à apporter des éléments

de réponse à ces questions,

particulièrement au niveau de l'Afrique

ciblée par la mondialisation tant dans

son économie que dans sa culture. Pour

cela, il était nécessaire de partir de la

période coloniale. Il s'agit avant tout de

conscientiser davantage certaines élites

intellectuelles et politiques africaines

qui ont tendance à considérer la

mondialisation comme un phénomène

inévitable auquel il faut simplement

s'adapter.

Diffusion : L'Harmattan - 5-7 rue de

l'Ecole Polytechnique - 75005 Paris -

France.

Site : [http://www.editions-](http://www.editions-harmattan.fr)

harmattan.fr

UNE HISTOIRE DU SENEGAL ET DE SES ENTRPRISES PUBLIQUES

Marc Bellito

L'Harmattan, Paris, 2001, 328p.

(Collection Etudes africaines)

Réf. COTA : Géo Sénégal

Agées de plus de quatre-vingts années,

les entreprises d'Etat sénégalaises

figurent parmi les doyennes du

continent. Résultat initial d'une

savante alchimie entre un héritage

colonial, une idéologie d'émancipation

et le pragmatisme du premier président

de la République, L.D. Senghor, le

secteur parapublic sénégalais a toujours

entretenu des liens très forts avec les

pouvoirs politique et économique. La

théorie des cycles de confrontation des

sphères décisionnelles publiques sert ici

de fil conducteur pour mieux comprendre l'évolution de ces relations dans le temps.

A un moment où la question de l'action

de l'Etat est une nouvelle fois posée,

tant par les politiques de privatisations

que par le débat né de l'alternance

politique, survenue en mars 2000, cet

ouvrage se propose de faire le point

exact sur les réalisations enregistrées

par les sociétés d'Etat sénégalaises.

Largement décrié pour la mauvaise

qualité de ses services publics, le

clientélisme et la gestion sulfureuse de

certaines de ses établissements ou encore

l'informalisation de ses relations

financières avec le Trésor, le secteur

parapublic sénégalais n'en a pas moins

enregistré de véritables succès. Les

réussites industrielles des secteurs des

télécommunications (SONATEL) et des

phosphates (ICS) sont là pour nous le

rappeler. Au même titre que les

nombreuses innovations introduites par

les autorités sénégalaises dans leur

dispositif institutionnel de gestion du

secteur (contrats de plan, structures de

pilotages des privatisations, etc.)

Diffusion : L'Harmattan - 5-7 rue de

l'Ecole Polytechnique - 75005 Paris -

France.

Site : [http://www.editions-](http://www.editions-harmattan.fr)

harmattan.fr



Formations

Evénements

Formations, Stages

COOPER Concepts et outils pour les programmes d'électrification rurale Session de formation professionnelle

INSTN et GENEC

Gadarache - 14 au 18 octobre 2002

Pour plus d'informations :

Christine Laslandes

INSTN / UEEGM - CEA Saclay- 911.91 GIF
sur Yvette Cedex

Email : christine.laslandes@cea.fr - Tél.
: +33 (0)1 69 08 34 78 - Fax : +33 (0)1 69
08 97 77

Perfectionnement en management et Gestion PME-PMI

Dans la perspective de développement durable, le stage groupé international a pour objectif le perfectionnement par la formation de cadres moyens, d'employés, de gens de terrain, d'opérateurs. Cette formation permettra aux participants stagiaires de bénéficier d'outils et de méthode de gestion à la pointe de l'actualité dans un contexte global de mondialisation de l'économie mais aussi en parfaite synergie avec le développement endogènes des régions du Sud. Au terme de ce stage, les participants seront capables de mieux :

- comprendre le fonctionnement des PME PMI performantes ;
- Cerner et cibler la réorganisation de leur entreprise dès leur retour au pays ;
- Optimiser le fonctionnement général des départements de la PME PMI ;
- Avoir une vision globale et intégrée de la gestion des flux physiques et virtuels dans et à l'extérieur de l'entreprise ;
- Améliorer l'approche client, développer les relations d'affaires et accroître la qualité de service.

Information :

ATOM - Assistance technique outre mer.
Boulevard F. Masson, 26
7000 MONS
Belgique
Tél. 065/31.86.72 Fax. 065/35.46.05 E-
Mail. atombelgium@hotmail.com

"De l'environnement aux nanotechnologies" Cycle de formation continue FSA/AGRO

Contient un programme de plusieurs modules indépendants intitulé "Gestion de l'environnement pour un développement durable".

Les formations ont reçu l'agrément de la cellule "Chèque-formation" de la Région Wallonne.

Pour plus d'informations visitez notre nouveau site :
<http://www.sagr.ucl.ac.be/fe/>

INTRAC OPEN TRAINING PROGRAMME 2002-2003

Financial management for non-financial managers

Human resource management for NGOs

Power and partnerships

Supporting southern advocacy

Civil society strengthening

Impact assessment

Rebecca Blackshaw, PO Box 563

Oxford OX2 6RZ, United Kingdom

Email: r.blackshaw@intrac.org

Programa de Doctorado Globalización - Desarrollo y Cooperación Internacional En Desarrollo y Cooperación International

Instituto de Estudios sobre Desarrollo y
Cooperación Internacional
Facultad de Ciencias Económicas y
Empresariales

Avda. Lehendakari Aguirre 83 - 48015
Bilbao
Tél.: 94 601 37 94 - 94 601 70 47 -
Fax: 94 601 70 40
Email: eupdumia@bs.ehu.es
Site Web : <http://www.ehu.es/hegoa> -
www.hegoa.info

The International Agricultural Centre (IAC) in the Netherlands is happy to inform you about the training programme for French speaking professionals in rural development.

The programme offers three courses of each three weeks:

1. Vulgarisation Rurale
February 10 - February 28, 2003
2. Gestion d'un Service de Vulgarisation
March 3 - March 21, 2003
3. Planification, Suivi et Evaluation
Participatif
March 3 - March 21, 2003

For more information, please visit our website at : www.iac.wageningen-ur.nl
or contact training@iac.dlo.nl

International Course in San José, Costa Rica January 20 - February 12, 2003

Organized Self-help Housing - Planning and Management

The address for all communication is:
Housing Development & Management
Box 118

SE-221 00 Lund, Sweden

Telephone: +46-46 222 97 36 -

Telefax : +46-46 222 81 81

Email : hdm@hdm.lth.se

Homepage: <http://www.hdm.lth.se>

Documents sent by courier service should be sent to

HDM - "A" Building (top floor)

Sölvegatan 24, SE-223 62 Lund, Sweden

Evénements

**10 octobre 2002 - Hôtel
"Le Plaza", Bruxelles**

**La valeur de la société
coopérative dans une économie
socialement responsable**

Secrétariat du Colloque
Argus Congress
Tolstraat 9
2000 Antwerpen
Tél. : 03 216 25 16
Fax: 03 216 25 30

**23rd & 24th october 2002 -
Olympia, London**

Renewable Power Delivery

Visit our Website: www.sustainable-expo.org

**Première conférence
européenne de l'Economie
Sociale dans les pays d'Europe
Centrale et Orientale**

24 - 25 octobre 2002

Lieu de la conférence
Top Hôtel PRAHA
Blazimska 178/4
CZ - 14900 Prague 4
Pour plus de renseignements

Bruxelles :
CECOP asbl
Rue Guillaume Tell 59b
BE-1060 Bruxelles
Tél. : 32 2 543 10 33
Fax : 32 2 543 10 37
Email : praha@cecop.org
Prague :

Association Coopérative Tchèque
Bureau CECOP-Prague
Vaclavské nám 21
CZ - 113 60 Praha 1
Tél. : 420 2 24 10 92 23
Fax : 420 2 22 24 09 08

4- 7 novembre 2002

**Dakar, Sénégal
Agro-Ind 2002, rencontre entre
les sociétés européennes et
Ouest-africaines de
l'agriculture, de l'élevage, de
l'agro-industrie et des services
associés.**

Renseignements :
Tél. : 44 0 20 86 88 55 35
Fax : 44 0 20 86 88 40 05
Email : metra@metrasofres.co.uk

**Resolutions South America-
Renewable Energies Trade
Show and conference
São Paulo, Brazil**

6-8 novembre 2002

Thorvald va der Zee, São Paulo, Brazil
Fax: +55 11 3873 7614
Email: info@wbe.com.br

**14-15 novembre 2002 -
Marseille**

**Séminaire RESOL 2002 :
"Enjeux internationaux d'une
expertise solidaire"**

Le séminaire permanent de réflexion-action de RESOL se veut un lieu de confrontation entre acteurs de l'économie sociale solidaire et structures d'expertise indépendantes. L'enjeu est de positionner l'expert à l'écoute de la demande sociale dans toute sa diversité culturelle.

Cette année, nous souhaitons inscrire le séminaire dans une démarche globale d'élargissement international de RESOL de façon notamment à identifier et renforcer les réseaux et les structures d'expertise au Sud.

Quels sont les enjeux communs les spécificités et les apports réciproques des pratiques d'expertise en France et à l'international ? Quel est le sens de l'expertise promue par RESOL à l'international ? En quoi la dimension internationale de l'expertise nous interroge-t-elle sur nos pratiques localement ?

Contact :
Cécile Canpolat
Tél. : 01 40 24 20 10

18-21 novembre 2002

**Brighton, Royaume Uni
BCPC Conference - Pests and
disease 2002**

Renseignements:
Tél. : 44 0 20 79 40 55 55
Fax: 44 0 20 79 40 55 77
Email : conference@bcpc.org

**II International Seminar on
Energy from Sugar Cane
Havana, City, Cuba**

12-14 novembre 2002

Dr. Paulino Lopez Guzman
Email : paulino@ocentral.minaz.cu

12- 15 novembre 2002

**Merida, Mexico
International Conference :
"Responding to the Increasing
Global Demand for Animal
Products"**

The conference is a joint effort of the American and British Society for Animal Science, The Mexican Society of Animal Production, and the University of Yucatan;
Pour plus d'information voir:

Mike Steel, Email : Bsas@sac.ac.uk

Site Web:

<http://www.ethnovetweb.com>

November 26 - 29 2002

**International Regional
Symposium on Water for
Human Survival, New Delhi,
India**

Contact Mr. S.P. Kaushish, Secretary,
CBIP

Fax: 91 11 6116347;

<mailto:cbip@nda.vsnl.net.in>, or visit
website:

http://www.oieau.fr/nouveau/11juin_04.pdf

22 - 30 novembre 2002

**Abidjan, Côte d'Ivoire
Sara 2002 (Salon International
de l'Agriculture et
des ressources animales
d'Abidjan) : l'Agriculture à
l'aube du 21^e siècle**

Renseignements : Sara

Tél. : +225 20 21 78 85 / 20 21 47 44

Fax : +225 20 21 10 98 / 20 21 78 89

16-20 décembre 2002

**Ouagadougou, Burkina Faso
Les Technologies du Froid en
Afrique Face aux protocoles de
Montreal et de Kyoto**

IIR International Seminar (December 16-20, 2002, Ouagadougou)

Refrigeration Technology in Africa in the context of the Kyoto and Montreal Protocols

Daniel Viard, Deputy Director of the IIR

177, boulevard Malesherbes, 75017 Paris - France

Fax : +33 1 47 63 17 98

Email : iifiir@iifiir.org

8-11 avril 2003

**Cologne, Allemagne
Anuga Food Tec, technologies
agroalimentaire et
multisectorielle pour les
matières premières et les
processus.**

Renseignements :

Tél. : +49 0 221821 0

Fax : +49 0 221 2574

**On May 26-30, 2003, CIFOR will
hold an international
conference in Bonn, Germany
on the topic "Rural
Livelihoods, Forests and
Biodiversity".**

This event will be held to commemorate CIFOR's tenth anniversary and will be organized in collaboration with Germany's BMZ, DSE and GTZ.

The conference will examine the role of forests in supporting rural livelihoods in developing countries and the maintenance of biodiversity. Its key objectives are to survey current knowledge and identify policy lessons and a future research strategy.

Levania Santoso

Research Assistant

Center for International Forestry
Research (CIFOR)

P.O. Box 6596 JKPWB, Jakarta 10065,
Indonesia

Tél.: 251 622 622

Fax: 251-622-100

Email: L.Santoso@cgiar.org



On nous informe

Vivant Univers "La Bolivie" numéro 459

Les élections boliviennes du 30 juin ont provoqué un coup de tonnerre en Amérique latine. L'arrivée en deuxième position et donc la présence au second tour du candidat du Mouvement pour le Socialisme (MAS), l'indien aymara Evo Morales, a bouleversé toutes les données. Inquiets face à ce dirigeant qui a rassemblé autour de lui les formations les plus hostiles au néo-libéralisme et à la tutelle américaine, les Etats-Unis ont déjà menacé la Bolivie de rétorsions économiques si le Congrès (qui se réunira début août) donnait la présidence à celui qui est aussi le chef de file des petits producteurs de coca. Si le score final d'Evo Morales a surpris les instituts de sondage, la poussée du "vote de protestation" avait été annoncée par tous. Après deux décennies d'une politique économique fondée sur la privatisation et la libéralisation, la Bolivie connaissait un véritable bouillonnement social qui touchait pratiquement tous les secteurs de la société, des ouvriers licenciés par les nouvelles industries privatisées aux producteurs de coca.

Les protestations, aussi bien dans les grandes villes que dans les zones rurales, indiquaient sans le moindre doute que le néo-libéralisme, appliqué par une succession de gouvernements civils, était clairement en bout de course et que son discrédit touchait par ricochet l'ensemble des institutions démocratiques et en particulier les partis politiques englués dans la corruption et les manigances.

Vivant Univers a demandé à d'éminents spécialistes de la Bolivie d'analyser des thèmes clés : l'évolution de la politique économique, la guerre contre la drogue,

la montée du mouvement indigène, le rôle de la religion, la crise du système politique traditionnel. Ce numéro de 42 pages permet ainsi de mieux comprendre les tendances lourdes qui ont préparé ce coup de théâtre électoral et de dessiner les perspectives qui s'ouvrent devant un pays brusquement placé dans la ligne de mire de la communauté internationale

Vivant Univers

115, Chaussée de Dinant

Be- 5000 Namur

Belgique

Tél. : +32 81 22 28 91

Fax : +32 81 24 10 24

Email : vivant.univers@skynet.be

Website : <http://vivant-univers.org>

Vient de paraître :

"Développement durable ?
Doctrines, pratiques,
évaluations" Ouvrage collectif
sous la direction de J.Y. Martin,
IRD Editions, 2002, 344p.

Le développement durable en question :
Réflexion critique d'un collectif de
scientifiques de l'IRD

A l'occasion du Sommet de la Terre de Johannesburg, un collectif de chercheurs de l'IRD majoritairement en sciences sociales - sociologues, économistes, géographes, démographes, anthropologues - mais aussi des spécialistes de l'agronomie, de l'épidémiologie et de la nutrition, s'interrogent sur la crise environnementale et sur l'aggravation des inégalités entre pays du Nord et pays du Sud.

Contact Presse : Bénédicte Robert

Tél. : 01 48 03 75 19

Email : presse@paris.ird.fr

Le SLCD vend son bureau

Environ 100m² au 3^{ème} étage d'un petit immeuble situé au centre ville dans la Galerie du Centre constitué d'un grand plateau, une pièce séparée de ± 25m² avec bureau et armoire, cuisine et débarras + porte blindée.

Pour plus d'informations, contactez-nous au n°02/217 72 50 Madame Chetrit ou Madame Stevens.

Alternatives Sud

Le pouvoir des transnationales
Vol. IX (2002), n°1 - 324 pages

L'économie néolibérale favorise l'accumulation du capital transnational. L'accroissement de la puissance des entreprises transnationales en est le corollaire. Elles transcendent tout contrôle démocratique et exercent un pouvoir de décision qui affecte des pans entiers de l'humanité. L'appropriation des marchés s'opère par le biais de politiques de fusions, d'acquisitions et de privatisations et débouche sur une concentration monopolistique du pouvoir économique. Faute d'un cadre juridique international en la matière, les pouvoirs publics qui parfois tentent certaines formes de régulation, en sont le plus souvent réduits à un rôle d'auxiliaire. La quête de légitimité des transnationales, qui s'exprime actuellement de diverses façons, indique bien leur sensibilité aux multiples résistances civiles qui se font jour.

Voir sur www.cetri.be pour le sommaire, les résumés en français et en anglais
Pour rappel, les 2 numéros précédents :
Et si l'Afrique refusait le marché ? vol. VIII (2001) n°3 - 283 pages
L'eau, patrimoine commun de

l'humanité, vol. VIII (2001), n°4 - 310 pages

A paraître bientôt : la dette du tiers-monde

Alternatives Sud - cahiers trimestriels

Un débat d'idées sur les grands problèmes de société : des analyses concrètes et des alternatives

Prix au numéro : 13€ (20 CHF, 15 USD, 25CAD), port compris

Abonnement un an (4 n°) : 50€ (75 CHF, 50 USD, 85 CAD)

Le site www.cetri.be vient d'être remis à jour

Outre la présentation des différents numéros d'Alternatives Sud, avec les sommaires et les résumés, nous vous invitons à y découvrir un aperçu des autres activités du CETRI.

Le CETRI maintient aussi, depuis plusieurs années, un centre de documentation. Plus de 500 revues, la plupart publiées en Afrique, en Amérique latine et en Asie, y sont disponibles. De nombreux articles sont référencés dans une base de données qui vient d'être regroupée avec celle de 5 autres ONG francophones de Belgique et est maintenant disponible sur internet :

www.sudoc.be est une collaboration du CNCND, du COTA, du GRESEA, des Iles de Paix, du SEDIF et du CETRI. En quelques clics, vous trouverez les références que vous cherchez à partir de mots clés, de noms d'auteurs ou de publications, de zones géographiques ou de pays...

Centre tricontinental (CETRI)

Avenue Ste-Gertrude 5

B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)

Tél. : +32 10 45 08 22 - Fax : +32 10

45 31 52 - Email : cetri@cetri.be - www.cetri.be

Le Gresea vous annonce la parution de son dernier GRESEA ECHOS N° 33-34 "La société civile ?"

Numéro double en vente au prix de 4€, si vous vous abonnez le prix est de 7,50€ pour l'année

Pour les commandes ou tout renseignement, n'hésitez pas à nous contacter

Nathalie Van Verre

GRESEA asbl

Groupe de Recherche pour un Stratégie économique alternative

Rue royale 11, 1000 Bruxelles,

Belgique

Tél. : 32 2 219 70 76 -

Fax : 32 2 219 64 86

Email : gresea@skynet.be

The Africa Local Development Union works to encourage and to highlight social and community led development action in Africa.

The Network consists of NGOs and voluntary organisations from across Africa and from the North who are involved in community innovation in Africa.

The purpose of this forum is to enhance cooperation, collaboration and networking among NGOs and their partners in order to promote collaboration and to facilitate the generation, dissemination and sharing of information, knowledge, experiences

and ideas on local development actions, initiatives and solutions.

To unsubscribe: AIDU-unsubscribe@yahoogroups.com

To post a message:

ALDU@yahoogroups.com

To join the group, send a blank

Email to:

ALDU-subscribe@yahoogroups.com

SOS Faim nous informe de la sortie du nouveau numéro de "Zoom microfinance" consacré aux études d'impact.

Cette édition de "Zoom microfinance" porte sur une étude d'impact réalisée par l'organisme Microcredito para el desarrollo (Microcrédit pour le développement), MIDE, dans le département de Cusco au Pérou.

Cette réflexion sur l'impact nous paraît intéressante à partager dans un contexte où on met en question à la fois le rôle de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté et le fait qu'il est possible de toucher réellement les plus pauvres à travers le microcrédit.

Au-delà des réflexions théoriques, les responsables de MIDE se sont engagés dans un travail en profondeur sur ces questions en veillant à associer les bénéficiaires des programmes mis en œuvre.

Ce huitième numéro de "Zoom microfinance" est téléchargeable en français, anglais et espagnol sur le site www.sosfaim.be à la rubrique "microfinance".

Comme les 7 premiers numéros, cette publication est aussi disponible, gratuitement, sur simple demande à SOS Faim.

SOS Faim : tel : 00-32-2-511.22.38 - e-mail : info@sosfaim.be



Offres d'emploi

Expats-network offre un service "instantané emploi"

qui vous avertit par email quasi-instantanément quand une ONG met une annonce en ligne.

Grâce au moteur de recherche, de nombreux liens s'établissent entre les Volontaires et les ONG. L'utilisent maintenant pour vous contacter, directement en fonction de votre background professionnel.
www.expats-network.com

Le C.E.R.I.N.M. Centre d'Etude et de Recherche sur les Institutions à vocation Non - Marchande, a.s.b.l. recherche :

- Un(e) assistant(e) administratif(ve)
Contrat disponible dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (P.T.P.) de la région Wallonne.

Connaissances requises : gestion et développement de banques de données informatisées, d'Excel, Word, gestion de l'envoi de mails, accès à Internet, bases du système d'exploitation Mac Os (la connaissance d'une ou plusieurs langues de l'Union européenne est un atout)

- Un(e) secrétaire administratif(ve)
Contrat à durée indéterminée.

Connaissance requis : gestion et développement de banques de données informatisées, connaissance active d'Excel, Word, gestion de l'envoi de mails, connaissance de base en matière d'accès à Internet, bases du système d'exploitation Mac Os (la connaissance d'une ou plusieurs langues de l'Union européenne est un atout)

- Un(e) traducteur(trice)
Contrat : Freelance

Traduction Français/Anglais pour gestion bilingue d'un site Web pour le compte de l'Union européenne.

Compétence particulière : maîtrise du langage technique en usage dans les matières d'égalité Homme/Femme, disposer d'un accès à Internet et d'une adresse mail.

-Un(e) traducteur(trice)

Contrat : Freelance

Traduction d'un site Web pour le compte de l'Union européenne du Français/Anglais vers les 9 autres langues de l'Union européenne.
Compétence particulière : maîtrise du langage technique en usage dans les matières d'égalité Homme/Femme, disposer d'un accès à Internet et d'une adresse mail.

Pour toutes informations contactez, Claude Fonteyne, Secrétaire Général du C.E.R.I.N.M. (uniquement par téléphone) : tél.: +32/+67/84.04.89.

Quinoa recherche des responsables de projets

pour les chantiers 2003 en Amérique Latine, Asie et Afrique

Quinoa est une ONG d'éducation au développement connue surtout pour l'encadrement de séjours de courte durée dans les pays du Sud; séjours qui combinent la participation à un projet de développement et la sensibilisation aux réalités sociales et culturelles des pays hôtes.

Chaque année, une vingtaine de responsables et co-responsables bénévoles assurent le suivi et l'encadrement des groupes qui partent durant les mois de juillet, août, septembre, octobre ou novembre.

Les responsables de projet sont les premiers relais en matière d'éducation au développement, ils encadrent un groupe pendant plusieurs mois (formations, récolte collective de fonds, contacts avec le partenaire du Sud, séjour dans le Sud et évaluation).

Quinoa propose en échange diverses formations et outils pédagogiques spécifiques à l'éducation au développement et à la gestion de groupe. Cet engagement citoyen vous permettra de vivre une expérience dans le monde des ONG et de contribuer à un projet solidaire dans le Sud.

Les critères de sélection seront l'expérience dans un pays du Sud ou d'encadrement de groupes, l'intérêt pour les relations Nord-Sud et la disponibilité (plusieurs soirées par mois

+ 4 week-ends entre janvier et juin).

Si vous êtes intéressés, nous vous proposons de participer à une réunion d'information pour mieux cerner le rôle de responsable. Nous y aborderons les aspects pratiques mais également les motivations qui poussent chacun à vouloir s'investir dans une telle dynamique Nord-Sud. Cette réunion aura lieu le jeudi 10 octobre à 18h30 dans les locaux de Quinoa. Merci de confirmer votre présence.
N'oubliez pas de nous envoyer une lettre de motivation et votre curriculum vitae par e-mail ou à l'adresse postale suivante, rue Bosquet 73 à 1060 Bruxelles.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à nous contacter.

Quinoa

73, rue Bosquet - 1060 Bruxelles -

Tél : 02/537.56.04 - info@quinoa.be -

www.quinoa.be

Le CICDA recherche un coordinateur pour l'Amérique Latine.

Mission : Appui-suivi aux actions de coopération, appui à la prospection et coordination stratégique du développement de la coopération du CICDA en Amérique latine.

Contact : cicda@cicda.org

ACTED recherche un Chargé de l'administration des ressources humaines

ACTED est une ONG créée en 1993 dont l'objet est l'intervention d'urgence et la mise en œuvre de programmes de reconstruction et de développement de pays en crise. ACTED est composée de près de 1 000 employés dont 60 expatriés. Ses principaux domaines d'action sont le soutien alimentaire d'urgence, le soutien à la production agricole, les programmes sanitaires (réhabilitation de réseaux d'eaux, lutte contre la malaria, ...), le développement économique et les études pour la

prévention des crises.

Le Département Ressources Humaines est composé de 3 personnes. Il assure l'ensemble des activités liées à la fonction, en particulier le recrutement et l'administration du personnel.

Rattaché(e) au Responsable du Département, vous prendrez la responsabilité directe : - de la paie (logiciel Ciel Paie, et lien avec la comptabilité), - du suivi des contrats de travail (rédaction, suivi des fins de contrat, suivi des effectifs, appui réglementaire...), - du suivi des assurances sociales et des relations avec les organismes sociaux, - du suivi (voire de la mise en place) des procédures liées à vos missions.

Profil souhaité - BTS ou DUT Gestion / Administration des Ressources Humaines - première expérience ou stage significatif sur des activités similaires - rigueur, organisation, - autonomie et capacité à rendre compte - motivation pour notre secteur d'activité
Conditions : CDD 3 mois, avec possibilité de CDI 14,5 à 17 K€ bruts par an.

Contact : Cyrille de Billy
(jobs@acted.org)

AFVP recherche un animateur de développement local.

Descriptif de la mission L'animateur Développement Local est un généraliste du monde agricole qui intervient en milieu rural. En équipe et dans le cadre d'un projet de développement ou d'un programme d'appui à des structures professionnelles, il accompagne des acteurs locaux engagés ou prêts à s'engager dans un processus de changement économique et social. Dans le pays concerné, sous l'autorité du délégué national de l'AFVP ou d'un coordinateur, il exerce des fonctions et responsabilités variées dans les domaines suivants : 1. Animation / communication 2. Formation / encadrement 3. Gestion de moyens opérationnels 4. Etude / diagnostic.
Contact : Jean-Michel Bourreau
(sri@afvp.org)

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)

1) Vacancy announcement n° : 1048-AFD
Deadline for application : 15 October 2002
Post number: 0036447
Position Title: CREDIT UNION MANAGER

Level (grade): P-5
CGOG code: 1.A.0.1
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed-Term: Three years
Organizational Unit: Credit Union Office of Assistant Director-General Administration and Finance Department

2) Vacancy announcement n° : 1023-FII
Deadline for application : 15 Octobre 2002
Post number: 0115967
Position Title: FISHERY INDUSTRY OFFICER
Level (grade): P-3
CGOG code: 1H05
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: as soon as possible
Duration of assignment Fixed-term: three years
Organizational Unit: Fish Utilization and Marketing Service
Fishery Industries Division
Fisheries Department

3) Vacancy announcement n° : 1030-ESC
Deadline for application : 15 October 2002
Post number: 0089036
Position Title: SENIOR ECONOMIST
Level (grade): P-5
CGOG code: 1E
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed term: three years
Organizational Unit: Global Information and Early Warning Service
Commodities and Trade Division
Economic and Social Department

4) Vacancy announcement n° : 1039-ESC
Deadline for application : 28 October 2002
Post number: 0447323
Position Title: ECONOMIST
Level (grade): P-2
CGOG code: 1E02
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: Three years
Organizational Unit: Commodity Policy and Projections Service
Commodities and Trade Division
Economic and Social Department

5) Vacancy announcement n° : 1049-AFS
Deadline for application : 28 October 2002
Post number: 0425621
Position Title: RECORDS AND ARCHIVES OFFICER
Level (grade): P-3
CGOG code: 1.C.01
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years
Organizational Unit: Infrastructures Service
Administrative Services Division
Administration and Finance Department

6) Vacancy announcement n° : 1037-ESC
Deadline for application : 28 October 2002
Post number: 0091901
Position Title: SENIOR ECONOMIST
Level (grade): P-5
CGOG code: 1E02
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: Three years
Organizational Unit: Commodity Policy and Projections Service
Commodities and Trade Division
Economic and Social Department

GUIDELINES TO APPLICANTS as on previous VA's or available on FAO Internet
Page <http://www.fao.org/VA/guidel-e.htm>

Quelques pages web d'offres d'emploi :

www.acodev.org
- www.olis.oecd.org/vacnacies.nsf
- www.coordinationsud.org/travail
- www.un.org/Depts/OHRM
- www.greenpeace.org/jobs
- www.oneworld.org/jobs
- www.undp.org/toppages/undpjobs
- www.who.int/per/vacancies
- www.multimania.com/webhumanitaire/
- www.woyaa.com/cgi-bin/woyaa/seventsfr.pl
- http://www.benevole.com
- www.france-rh.com/
- www.ac-toulouse.fr/international/leo2.htm
- www.HumanitarianVillage.com

Echos